4e Année, N° 50 - 15 Janvier 1928 Prix : 1 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

LE CARNET DU SAUVAGE

Pauvre unité syndicale !

Un militant syndical étranger m'écrivait le mois dernier :

« Il semble bien que la situation aille de mal en pis. Au lieu de voir une plus grande unité, nous constatons que la division s'accroît sans cesse. On dirait que le chaos doit encore empirer avant qu'il puisse en sortir une nouvelle unité et un nouveau mouvement ».

Il est trop exact que la division trouve moyen de s'accroître, comme si elle n'avait pas atteint dès 1922 la limite exrême. C'est vrai pour tous les pays. Mais c'est bien plus vrai et plus visible en France.

Les deux congrès confédéraux de 1927 ont élargi, maçonné le fossé de la scission. Depuis, la Fédération des Fonctionnaires, qui s'était réfugiée dans l'autonomie en 1922 pour sauvegarder son unité, s'est définitivement cassée en deux à la joie des deux camps, majorité comme minorité.

La vie ensemble n'était plus possible, on se sépare, contents, confiants dans le sort de chaque nouvelle organisation. Malheureux ! Le spectacle de la classe ouvrière tronçonnée ne leur a pas suffi ; ils ont répété la même faute, poussés par les mêmes mobiles et les mêmes illusions.

Désormais, ils auront, eux aussi, deux Fédérations de Fonctionnaires, deux conceptions du mouvement, ils chercheront tout ce qui peut les différencier, les opposer, les éloigner davantage. Le fossé est creusé, mais il s'élargira encore.

Que Laurent ait envisagé la scission d'un cœur léger, je me l'explique, il n'est qu'un simple corporatiste ; hors des Fonctionnaires, il n'y a rien pour lui. Mais de la part d'un syndicaliste d'hier, de l'un des tout premiers syndicalistes parmi les Fonctionnaires, comme Waroquier, qu'il me permette de le lui dire, je ne le comprends pas.

Les dirigeants de la majorité des Fonctionnaires ont cru habile, peut-être nécessaire, de donner un gage à la bourgeoisie en frappant la gauche de leur mouvement, en la poussant dehors. Ils s'imaginent sans doute rendre ainsi plus fructueuse leur méthode de négociations, pouvoir obtenir davantage de l'Administration et du Gouvernement. S'ils ne sont pas complètement aveuglés par le parti pris, ils pourront vite s'apercevoir qu'il ne suffit pas d'être personnellement bien reçus pour faire aboutir des revendications. Dans ce domaine, il ne s'agit pas de plaider une cause et de convaincre ; il s'agit de contraindre, et cela seule la force de l'organisation syndicale le peut. Or la scission diminue, annihile cette force.

L'erreur des militants de la minorité n'a pas été moins grande. Ils ont pris le mécontentement qui existe dans les milieux de Fonctionnaires pour de l'esprit révolutionnaire. Ils ne tarderont pas à contaster la différence et à se rendre compte que l'atmosphère communiste leur a déformé la vision réelle de leurs corporations.

Une autre cause a joué : conflit de générations, jeunes contre vieux, impatients contre trop patients. Pourvu que les événements ne douchent pas trop cruellement les impatiences.

Il n'est pas possible que dans l'un et l'autre camp, il n'y ait, dès aujourd'hui, des militants qui comprennent la grave faute commise et qui n'aient à cœur de travailler à la réparer. Ils ne le pourront qu'en se gardant de la psychologie de « forteresse assiégée », en mettant l'unité des Fonctionnaires au-dessus de l'intérêt de leurs chapelles respectives, en regardant les causes profondes de la scission avec la volonté de les faire disparaître. Il leur faudra de la ténacité car les obstacles seront nombreux, la tâche dure et longue.

Nous en savons quelque chose. Les véritables partisans de l'unité sont non seulement clairsemés mais voués à servir de cible commune pour tous les diviseurs, pour tous les scissionnistes.

On m'a rapporté une conversation tenue entre délégués à la sortie de Bullier. Un délégué de l'Allier, Parizot, le secrétaire de l'Union départementale, je crois, déclara : « Monatte a raison ! Nous ne voulons pas de l'unité, c'est vrai. Mais ceux de la C.G.T.U. n'en veulent pas non plus. »

L'unité aura fait une belle enjambée le jour où ceux qui ne veulent pas de l'unité auront l'honnêteté de le dire franchement, où les véritables partisans de l'unité auront en face d'eux non des visages masqués mais des visages découverts. La classe ouvrière, alors, aura vite fait de comprendre et d'agir.

« Les Alliés de l'Opposition »

Encore une brochure où nous sommes copieusement pris à partie. Celle-ci émane du parti communiste, plus exactement de l'Internationale Communiste. Ce qui nous a surpris c'est qu'elle soit signée de M. N. Roy, le militant hindou.

Quelque chose peut donc vous surprendre encore ? Hélas ! oui.

Roy avait fait comme un certain nombre d'autres depuis le début de la crise dans le parti russe ; il s'était gardé de prendre parti ; il s'était replié sur son mouvement hindou. C'était déjà faire preuve d'une certaine indépendance. Cela ne l'avait pas préservé de la suspicion d'être plus ou moins troskyste et d'être tenu à l'écart pour ce fait durant plusieurs années. Il n'y a pas très longtemps, apprenant que la Librairie du Travail était tracassée par les bolchevisateurs, il avait déclaré publiquement qu'il n'avait trouvé d'aide en France qu'auprès d'elle. Cette nouvelle preuve d'indépendance a dû déchaîner la colère des procureurs de l'I. C. Il lui fallu abjurer et expier, il lui a fallu écrire un pensum sur les « Alliés internationaux de l'Opposition du P.C. de l'U.R.S.S. »

Si ce tableau des alliés internationaux de l'Opposition russe est aussi exact pour les autres pays que pour la France, merci ! Il se détruit de lui-même.

Jugez-en par ce titre de chapitre : « Monatte fraternise avec Jouhaux » et cela à propos de mon intervention au congrès de Bullier. N'y ai-je pas demandé la fusion des deux Confédérations, regretté que l'atmosphère ne fût pas plus favorable à l'unité, déclaré qu'il fallait réparer l'injustice de 1921, réclamé — reprenant la formule de Fimmen — l'unité sans vainqueurs ni vaincus, montré que la scission étant venue d'en haut, c'était d'en haut que l'unité pouvait se refaire. Pour

tout cela, « ce n'était pas l'unité que Monatte proposait, c'était la capitulation devant Jouhaux ».

Mon crime est évidemment grand, d'autant plus grand que je persiste à penser qu'il n'y a pas d'autre moyen de réaliser l'unité syndicale que de fondre les deux C.G.T., d'en faire un tout, dans lequel aurait place Jouhaux aussi bien que Monmousseau. Si on ne veut pas cela on ne veut pas de l'unité syndicale.

Libre à l'I.C. de ne pas le vouloir ; libre à elle de pousser la guerre jusqu'au bout et de chercher la victoire de l'I. S. R. sur Amsterdam, de la C.G.T.U. sur la C.G.T. Mais gare ! En raison des fautes accumulées, il y aura un vaincu, il y aura des vaincus, et ce sera la C.G.T.U., ce sera l'I.S.R.

Les problèmes syndicaux ne sont peut-être pas très familiers à Roy ; il est assez naturel qu'il s'y égare. Il devrait se retrouver mieux dans l'analyse du mouvement communiste français.

Il serait alors frappé par ce fait que les militants de la première heure du Comité de la IIIe Internationale sont tous chassés du parti ou dans l'opposition. Il ne verrait pas la droite en la personne de Loriot ou dans la nôtre. Il la verrait où elle est ; chez les politiciens à la Cachin. C'est amusant la peine qu'on se donne pour les escamoter.

Faire une démarcation entre la classe et le parti serait, d'après Roy, une conception antimarxiste, antiléniniste. Je continuerai quand même à la faire et je ne suis pas aussi sûr que Roy que ce soit antimarxiste. Je pense même que la confusion entre la classe et le parti est un legs de la social-démocratie et que, sur ce point essentiel, social-démocratie et léninisme se livrent à une véritable usurpation de pouvoirs, que rien ne justifie, que toute l'expérience au contraire de la IIe Internationale, puis de la IIIe dénonce et condamne.

« Plus dignes de confiance que Souvarine, Monatte et Rosmer n'avaient jamais rompu avec l'anarcho-syndicalisme, auquel ils sont retournés. Autour d'eux se sont groupés une douzaine d'intellectuels petits-bourgeois pleins de dédain pour les masses, et quelques ouvriers syndicalistes désorientés et démoralisés ».

Nous ne sommes, sachez-le, Roy, ni désorientés ni démoralisés. Nous n'avons pas pour les masses ce mépris souverain qu'ont pour elles les grands chefs de l'I.C. qui les veulent aveugles et serves. Aujourd'hui, comme en 1914, comme en 1917, nous sommes sûrs d'être dans la bonne voie révolutionnaire et tristes d'y être aussi seuls qu'à chacune de ces époques.

Tristes, parce que c'est la preuve que l'esprit révolutionnaire n'a guère fait de progrès en France.

D'Amsterdam à Berlin

Le 17 janvier, le Conseil général de l'Internationale syndicale d'Amsterdam se réunira à Berlin. Comment résoudra-t-il le grave conflit intérieur soulevé par la lettre d'Oudegeest ? Les Anglais s'inclineront-ils ? Rien ne l'indique. Et s'ils maintiennent leur position, qu'adviendra-t-il? Bien qu'il puisse se poser, n'envisageons pas leur retrait d'Amsterdam. Ils restent, mais ils sont regardés comme la bête noire de l'Internationale. Il y a d'ailleurs aujourd'hui une phobie des trade-unionistes anglais, comme jadis il y en eut une des chefs syndicaux allemands. Ils restent, mais la présidence passera-t-elle à Leipart, le président de la Centrale allemande ; le secrétariat général à Sassenbach, autrefois bras droit de Legien et ex-attaché social du gouvernement allemand ; le siège à Berlin, puisque Bruxelles ni Berne n'en veulent ?

Ce serait revenir à l'état de choses d'avant-guerre. Mais la situation générale s'est profondément modifiée ; l'auréole des chefs syndicaux allemands est tombée. Ils furent les socialistes du Kaiser et les socialistes de Poincaré, de George V ne l'ont pas oublié. D'autres n'ont pas oublié que les chefs du mouvement ouvrier allemand ont été incapables de faire ou n'ont pas voulu faire la Révolution dans leur pays.

L'Internationale syndicale ne peut limiter sa tâche à celle qu'elle s'était tracée avant 1914. On lui demande davantage. Une réorganisation profonde s'impose ; elle apparaît de jour en jour plus nécessaire.

A la veille du dernier Congrès international, nous avions reproduit, sous le titre « Une bonne idée », un article de A. Hueber, le secrétaire de la C.G.T. autrichienne, préconisant la réorganisation d'Amsterdam sur la base des Secrétariats professionnels. Hueber ne faisait que reprendre les conceptions exposées il y a trois ans par Edo Fimmen, alors secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam, dans son livre : « Les Etats-Unis d'Europe ou l'Europe Société Anonyme ». Ce livre a paru dans toutes les langues, sauf en français. Ces conceptions sont exactement connues partout, sauf en France. Fimmen m'écrivit alors : « Je vois que vous vous intéressez à cette question, peut-être même êtes-vous partisan des conceptions préconisées par moi depuis des années, concernant la structure de l'Internationale syndicale. Voulez-vous que je vous envoie la traduction française que j'ai fait faire ? » Je répondis de nous envoyer le manuscrit et rappelai que dès le premier numéro de la R.P. nous avions publié un article de Ph. Price analysant ce livre, d'après l'édition anglaise. Aujourd'hui nous en publions le chapitre principal, celui qui traite du problème de la reconstitution de l'Internationale syndicale. Les militants des syndicats français seront ainsi à même de connaître les conceptions de Fimmen et de rechercher avec lui comment il est possible de rendre l'Internationale syndicale capable de faire face aux besoins de la lutte internationale.

Jamais ces conceptions n'ont mieux mérité de retenir l'attention qu'au moment où le capitalisme crée, multiplie, renforce ses ententes internationales. Face au Cartel de l'Acier, par exemple, le rôle de la Fédération internationale des Métallurgistes n'est-il pas forcé de grandir ?

Libre aux fanatiques d'Amsterdam d'avoir d'autres préoccupations et de ne penser, eux aussi, qu'à dévorer l'organisation ouvrière rivale, ainsi que Topalovitch, le militant yougoslave, en donne le spectacle dans la Nouvelle Revue Socialiste *de janvier. La classe ouvrière attend autre chose, elle veut l'unité internationale ; elle en aura de plus en plus besoin en raison de l'organisation internationale du patronat ; une réorganisation de la structure de l'Internationale s'impose donc. Si le Conseil général qui va se réunir à Berlin s'en désintéresse, il ne fera qu'ajouter une cause de malaise à toutes celles dont l'Internationale d'Amsterdam souffre déjà.*

Pierre MONATTE.

Les vainqueurs, Goutaudier, les vrais vainqueurs
Ce sont déjà ces hommes d'après le risque,
Ces hommes de lâcheté et de combine et de profit.
MARCEL MARTINET.

Parmi nos Lettres

La Rationalisation et notre Programme de Travail

Notre « Programme de Travail » pour 1928 ne nous a pas valu l'abondant courrier que nous escomptions. Cela tient-il au retard du numéro du 1er janvier et les lettres vont-elles nous parvenir seulement ? Ou bien nos lecteurs, les coopérateurs de notre coopérative intellectuelle ouvrière, entendent-ils se reposer sur nous, paresseusement, de tout le travail d'une publication comme la R. P. ?

Cependant, voici une pemière lettre intéressante :

Excellent votre plan de travail. Permettez-moi cependant de vous signaler quelque chose qui me semble une lacune. Vous avez promesse, dites-vous, d'études sur les Assurances sociales sur la Rationalisation, sur les Allocations familiales... Vous glissez trop vite sur la Rationalisation. Le sujet mérite mieux que cela. C'est la grande préoccupation du moment, tant dans les milieux ouvriers que dans les milieux patronaux. Préoccupation justifiée. Vous connaissez le mot de Baldwin, la R. P. l'a d'ailleurs rappelé : « Le siècle dernier fut celui de l'industrialisation ; notre siècle sera celui de l'organisation industrielle. »

Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière devant ce problème fondamental ? La R. P. a publié en 1927 une bonne étude de Max Emile, mais qui ne faisait que déblayer le terrain. Louzon aussi a égratigné le sujet à maintes reprises. Il faut le creuser. La R. P. est à peu près seule à pouvoir le faire avec un esprit prolétarien. Les dirigeants de la C. G. T. sont en admiration devant tout ce qui vient des bourgeois. Ceux de la C. G. T. U. ne peuvent rien dire ni rien voir du moment que les Russes pratiquent eux aussi la Rationalisation. Vous seuls pouvez aider les syndicats ouvriers à comprendre ce problème et à dégager une attitude vigoureuse.

Vous devriez montrer ce qu'est en fait la Rationalisation là où elle est appliquée, en Amérique et en Allemagne d'abord, puis dans les usines françaises qui en ont fait l'application : Jeannin a dénoncé dans le Peuple *les dangers qu'elle présente dans les usines Peugeot et Japy. Il faudrait une véritable monographie par un militant de ces usines ou par Jeannin lui-même. Chez Michelin, à Clermont, d'après les articles de Lacan, elle serait appliquée depuis longtemps. N'avez-vous personne sur place à Clermont pour faire pareille monographie ? Et dans les usines parisiennes ? Mahouy, aux derniers congrès des métaux, a dit des choses intéressantes. Pourquoi ne les écrit-il pas ? Et dans les mines ? Vous avez reproduit un bon article de Dumoulin et avant un rapport de Rossy. Il y aurait à développer.*

A mon sens, sur la Rationalisation, vous devriez ouvrir une enquête dans le genre de celle que vous avez menée sur l'unité syndicale.

*
* *

La situation syndicale dans le Doubs

D'un bon camarade de la région d'Audincourt, qui fut l'un des artisans du remarquable mouvement de cette région il y a dix ans :

La situation est certainement piteuse. La vie syndicale est totalement abolie, au point que je ne puis arriver à savoir d'une façon sûre si certains syndicats, des plus importants il y a quelques années, existent encore ou non. Exemple : le syndicat des Autos Peugeot, à Audincourt, et la plupart des autres syndicats. C'est même si bas qu'ils ont fusionné les syndicats des métaux de la région de Montbéliard-Belfort en un seul syndicat régional. Le seul résultat obtenu a été celui que je prévoyais : nouvelle baisse d'effectifs qui, pourtant, semblaient ne plus pouvoir baisser. En résumé, quelques petits syndicats moins que squelettiques, sans aucune vie réelle, rien ; exception faite pour le Bâtiment de Besançon (une cinquantaine) ; les Cheminots et l'Enseignement du Doubs, qui en est à son centième adhérent. Pour tout le restant, à ma connaissance, zéro.

Les causes ? Diverses, assez difficiles à déterminer. Fatigue : la région est une de celles qui s'étaient lancées des premières pendant la guerre (avec Frossard), et qui avait tenu le coup le plus longtemps. En 23, une grève assez longue, terminée par un échec, a semé le découragement et a forcé à l'exil les meilleurs copains de la région d'Audincourt. Comme c'était le véritable centre syndical, le coup dur s'est étendu à toute la région.

Néanmoins, plus ou moins, on tenait le coup malgré la répression patronale. L'allure bolchevisée des dirigeants des syndicats a fini de donner le coup de grâce. Pas de grosses gaffes brutales, mais un ensemble de petits faits qui, à mon avis, ont fini de faire perdre confiance à la masse.

Tout est donc à refaire de ce côté. Travail de longue haleine, sans gros encouragements au début, demandant de l'adresse, de la patience, et un esprit plus large que celui des dirigeants actuels.

*
* *

De Renaudel à Bouthonnier

Un camarade de l'Enseignement de la Seine-Inférieure nous fait une remarque qui nous a tout d'abord estomaqué, puis qui nous a paru contenir une parcelle de vérité, — oh ! rien qu'une parcelle :

Je vous ferai remarquer qu'en donnant de la publicité à Bouthonnier dans vos colonnes, vous ne faites que servir ses ambitions. En effet, le sire a pris la précaution en 1926 de louer un logement à Darnétal (alors qu'il en a un à Rouen et un autre à Périgueux) afin de se présenter en 1929 aux élections municipales et il vient d'être brûlé à des élections complémentaires à Darnétal et à Périgueux. Il a pris le titre de « syndiqué » sur ses affiches. Renaudel est devenu ce qu'on sait par la publicité. N'en faites pas autant pour Bouthonnier.

*
* *

De la Tour pointue à la « Rumeur »

Un camarade qui fut à même de contempler il y a quelques années les opérations auxquelles se livrait alors Georges Anquetil nous adresse la lettre suivante. Certes, l'histoire du bonhomme est loin d'y être complète ; il faut y joindre, sur la période d'avant-guerre, les documents publiés en 1919 par le *Populaire ;* et sur la période d'après-guerre, avec son histoire de coup de main sur l'Elysée, ses besognes en commun avec Arcille, un faux Spartacus, en réalité agent de la légation du Monténégro. Et d'autres encore, Satan, policier et pornographe, conduit aujourd'hui la *Rumeur.*

« Cela dépasse en bassesse tout ce que l'on peut imaginer », écriviez-vous dans la R. P. du 1er décembre, à propos de tous ces littérateurs de gauche qui se ruent dans la boutique d'Anquetil pour monnayer leur copie. Ce n'est plus vrai que l'argent n'a point d'odeur, il fleure bon, d'où qu'il vienne, en ces temps d'après-guerre.

N'importe, quelle belle aventure que celle de Georges Anquetil, directeur de la Rumeur *! Vautrin, le célèbre héros de Balzac, Vautrin, ex-forçat en rupture de ban, finit par s'asseoir dans le fauteuil du chef de la Sûreté. Anquetil, s'enfonçant dans son fauteuil directorial, fait songer irrésistiblement à l'aventurier balzacien.*

Je le vois sourire dans sa barbe noire, lorsqu'il repasse dans sa mémoire les différentes étapes de sa fortune étonnante : le Grand Guignol, *chantage et pornographie ; le* Titre censuré, *entreprise louche où il essaya de « faire » dans le bolchevisme. Et plus loin dans son passé, les années 1914-15-16, quand il n'était encore qu'un simple agent de la secrète. C'était l'époque où, bourrique ponctuelle, chaque matin, d'un bureau de poste des grands boulevards, il téléphonait à la Tour pointue, à son chef, le compte rendu quotidien de son activité policière : « Allo... le service de M. X... Monsieur X ?... » Il annonçait son numéro et suivait le rapport en argot professionnel.*

Cette basse besogne de filatures et de renseignements l'a conduit à la direction de la Rumeur. *De l'entregent, une conscience imperméable aux scrupules y ont suffi. Georges Vautrin-Anquetil, ancien flic en civil, donne aujourd'hui*

du « cher maître » et du « cher ami » aux bourgeois qui font métier d'écrire, et la fine fleur du journalisme de gauche courbe l'échine dans son bureau.

Une rumeur de rigolade doit parfois s'échapper de chez M. le directeur, quand celui-ci se trouve seul...

René Marchand et le "Livre Noir"

Le troisième tome du « Livre Noir » a été, en France, étouffé comme les deux premiers ; la consigne officielle est de n'en point parler et elle est d'autant plus facilement observée que les bourreurs de crâne du temps de guerre n'aiment pas qu'on leur rappelle leurs mensonges. Mais, à la différence des deux premiers, il a été l'objet d'une agression imprévue. René Marchand, qui n'a ignoré ni sa préparation, ni sa publication au moment où elle a eu lieu, en août dernier, a écrit, *cinq mois après*, une lettre au directeur de *La Volonté* (nº du 26 décembre 1927) qui veut se donner l'allure d'une protestation spontanée et dans laquelle il affirme que le « troisième tome du « Livre Noir » lui est totalement étranger, dénonce une « inqualifiable contrefaçon » commise par des anonymes qui ont « cru opportun de s'abriter derrière son nom » et enfin « livre à l'appréciation publique un procédé sans doute encore inconnu dans nos milieux parisiens, mais qui ne m'étonne pas outre mesure des représentants en France de l'extrémisme ouvrier qui, dans tous les domaines, veulent décidément nous ramener à l'époque de l'enfance de l'humanité ».

Marchand a trouvé un prétexte à sa protestation tardive dans le fait que le tome III contient une introduction qui n'est pas de lui. Mais nous n'avons jamais songé à lui en attribuer la paternité. Ce qui a été écrit par René Marchand est signé : René Marchand. C'est la préface du « Livre Noir » parue au premier tome et dont le titre fait mention. Ceux qui se sont chargés de la publication de l'ouvrage ont écrit des notes, des introductions qui n'ont d'autre but que de faciliter la compréhension des textes. C'est ce qu'aura compris tout lecteur de bonne foi, même si l'introduction du troisième tome a paru sous le mot « préface »; elle est d'ailleurs indiquée maintenant, pour ne donner prise à aucune interprétation malveillante, comme un « avertissement de l'éditeur ».

Mais ce qui prouve qu'il n'y a là qu'un prétexte, c'est que Marchand attaque aujourd'hui le contenu même du « Livre Noir ». Or, *le troisième tome n'est composé, ainsi que les deux premiers, que de documents choisis et traduits par lui*. Il n'y a, sur ce point essentiel, nulle différence entre ce tome et les précédents. Même, comme on a renoncé à souligner les passages d'exceptionnelle importance, il ne prête plus à la critique que ce procédé typographique — qui d'ailleurs laissait les textes intacts — avait provoquée.

Le ton des lettres de Marchand à *La Volonté* pourrait m'entraîner à m'occuper de la personnalité de René Marchand et de ses incessantes métamorphoses. Mais, pour l'instant, je veux laisser cela de côté et n'envisager que ce qu'il y a d'important dans cette affaire, c'est-à-dire le « Livre Noir » lui-même. (S'abriter derrière Marchand est la chose la plus cocasse qu'on puisse imaginer et elle divertira bien tous ceux qui le connaissent. Si nous avons laissé figurer son nom dans le titre, c'est uniquement parce que nous avons pensé que nous n'avions pas le droit de l'enlever. Le Marchand de 1927 est déjà fort différent du Marchand de 1921, mais nous n'y sommes pour rien.)

Qu'est-ce donc que le « Livre Noir »? C'est un ensemble de documents diplomatiques, extraits des archives du tsarisme tombées aux mains des bolchéviks, choisis et traduits par René Marchand, et précédés d'une préface écrite par René Marchand et signée de son nom.

Les introductions, notes et appendices qui ont été ajoutés lors de la publication n'ont d'autre but que de permettre la pleine signification des textes. Ce sont ces textes qui constituent évidemment la partie essentielle.

Jusqu'ici c'étaient les serviteurs de Poincaré qui tentaient de jeter le discrédit sur le « Livre Noir », par exemple, M. J. Romieu, dans un opuscule intitulé « Livre Noir et Livre Jaune ». Marchand se joint aujourd'hui à eux, reprenant leurs propres arguments : lacune, choix arbitraire des documents, etc. Naturellement, comme il est trop tard — ou trop tôt — pour incriminer les deux premiers tomes, il ne s'en prend qu'au troisième et à ceux qui vont suivre.

Pourquoi Marchand ment-il aussi effrontément et aussi sottement ? Il sait bien que je peux faire la preuve que tous les textes publiés, ainsi que ceux qui le seront, ont été choisis et traduits par lui : beaucoup sont écrits entièrement de sa main. Faudra-t-il donner des fac-similés de René Marchand après en avoir donné de Poincaré et d'Isvolsky ?

D'ailleurs, la publication de documents se rapportant à la diplomatie du temps de guerre était déjà annoncée dans le premier tome du « Livre Noir ». On lit, en effet, dans la préface même de René Marchand :

« Le lecteur apprendra même, non sans intérêt, que c'est M. Doumergue, qui, en 1916, débordant pour la première fois le cadre des revendications territoriales limitées à l'Alsace-Lorraine, marchanda avec le cabinet de Saint-Pétersbourg la « liberté d'action » française en Rhénanie, question qui avait été touchée, en 1914, par M. Paléologue... » ... Il trouvera dans un rapport adressé le 21 février 1917 au tsar, par le dernier ministre impérial des affaires étrangères de Russie, Pokrovsky, qui est l'auto-critique la plus accablante qui puisse être faite de l'impérialisme, après un exposé judicieux des raisons pour lesquelles les accords politiques conclus avec les alliés relativement à Constantinople et aux détroits risquent de demeurer un chiffon de papier et de voir leur réalisation pratique ajournée au nouvel « embrasement d'une guerre européenne » (*sic*) s'ils ne sont pas confirmés par « la carte géographique de la guerre au moment de l'ouverture des pourparlers de paix », une définitiion très précise de ce qu'il faut entendre par « la guerre jusqu'à la victoire ». « Livre Noir », t. I, pp. XIII et XIV.

Et ceci dans l'Avertissement de l'éditeur :

« Ce premier recueil de documents, auquel d'autres succèderont bientôt, embrasse la période qui va de la fin de 1910 au 1er juillet 1914. » (« Livre Noir », t. I, p. VI.)

Quel but poursuit donc Marchand aujourd'hui, quand il tente de discréditer le « Livre Noir » et nous menace de poursuites devant les tribunaux de Poincaré ? S'il cherche à rentrer en grâce auprès de Poincaré et prépare sa rentrée au *Figaro*, alors tout s'explique facilement. Mais si tel n'est pas son dessein, il ne peut que se discréditer lui-même par la querelle malhonnête ou imbécile qu'il nous cherche.

A. Rosmer.

LA REORGANISATION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE

LE PROBLÈME de la Lutte internationale

Cette armée, qui a pour tâche de défendre les conditions de vie des travailleurs de tous les pays contre la puissance toujours plus formidable et plus concentrée du capitalisme international et les améliorer « dans le cadre de la société capitaliste », comment est-elle formée ? Comment se groupent ces forces ouvrières dont le but suprême sera finalement de renverser le système capitaliste, de libérer le travail et de réaliser le socialisme ?

C'est généralement le pays et le degré de développement du mouvement ouvrier qui déterminent la forme d'organisation.

Les travailleurs sont d'abord organisés par métier ou par industrie, soit dans des syndicats nationaux centralisés d'une façon plus ou moins parfaite, soit dans des fédérations plus ou moins serrées de sections locales, soit encore dans des organisations bénéficiant d'un certain degré d'autonomie.

Ces syndicats professionnels nationaux sont, à leur tour, réunis nationalement en Centrales nationales ayant pour tâche de promouvoir ou de défendre les intérêts communs des ouvriers du pays.

Quatre mouvements syndicaux

Internationalement, ces Centrales nationales sont réunies en Unions internationales syndicales. L'immense majorité des organisations est réunie dans la Fédération Syndicale Internationale (F. S. I. Amsterdam), un nombre bien inférieur dans l'Internationale Syndicale Rouge (I. S. R. Moscou) ; les organisations confessionnelles sont organisées dans la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens et les organisations anarcho-syndicalistes dans l'Association Internationale des Travailleurs (A. I. T. Berlin).

En outre, les syndicats nationaux « indépendants » et « confessionnels » sont réunis internationalement dans des Secrétariats professionnels internationaux ou Internationales professionnelles. Les organisations orientées vers Moscou et les « minorités révolutionnaires » restent en rapports internationaux par la voie de Comités internationaux de propagande qui, comme le dit leur nom, ne prétendent pas être des organisations proprement dites. Jusqu'à présent les organisations anarcho-syndicalistes n'ont pas encore d'organismes internationaux pour les différentes professions.

Il n'existe pas de liens organiques entre les différentes Internationales professionnelles. Sous d'autres rapports aussi, les liens réciproques laissent beaucoup à désirer. On peut dire que les relations se bornent presque exclusivement à l'échange de publications et, occasionnellement, de renseignements.

Il n'existe pas non plus de rapports organiques entre les Internationales Professionnelles et les Fédérations Syndicales Internationales. Les liens qui les relient sont d'ordre purement moral. Les Internationales Professionnelles suivent, dans les grandes lignes, la politique et la tactique des Fédérations Syndicales Internationales de tendances identiques. Les Internationales Professionnelles « indépendantes » suivent la Fédération Internationale Syndicale, les Confessionnelles suivent la Fédération Internationale Syndicale Confessionnelle, les Comités de Propagande suivent l'Internationale Syndicale Rouge.

Il ressort de là que le bloc toujours plus puissant des capitalistes du monde entier se trouve en face d'une classe ouvrière profondément divisée, nationalement et internationalement, dans le domaine économique et industriel. Deux armées se trouvent en présence : l'une, la classe capitaliste, unie et indivisible en ce qui concerne les points essentiels ; l'autre, la classe ouvrière, manquant de la condition *sine qua non* d'une lutte efficace : l'unité et la cohésion.

En outre, les organisations des continents extra-européens, Amérique, Australie et Asie se tiennent encore, presque complètement, à l'écart de tout lien international. Etant donné que dans tous les pays le prolétariat mondial subit de plus en plus l'exploitation capitaliste, un problème se pose dont on ne saurait s'exagérer l'importance.

Si, d'une part, l'organisation défectueuse du monde ouvrier, tant nationalement qu'internationalement, est un élément qui entrave et rend presque impossible la lutte efficace contre le capitalisme, il ne faut pas négliger, d'autre part, le fait que la mentalité des masses prolétariennes a une importance non moins grande, car elle détermine leur tactique et leur stratégie.

Le retour au réformisme d'avant-guerre

Or, il est indiscutable que cette mentalité, même en faisant abstraction du fléchissement survenu au cours des dernières années, reste supérieure à celle de la période d'avant-guerre. Par contre, il est indéniable que se fait jour, dans les milieux syndicaux nationaux et internationaux contemporains, une tendance à revenir aux conceptions d'avant-guerre, et qui cherche à limiter de nouveau la tâche du mouvement syndical à la poursuite des buts, d'ailleurs strictement démarqués, qu'il se proposait avant 1914 : amélioration des conditions de travail dans le cadre de la société capitaliste.

On constate une tendance à sacrifier les fruits de l'ex-

périence de cinq années d'atrocités de guerre et de cinq années de misère de paix, expérience qui a démontré au mouvement syndical qu'il doit avant tout lutter contre le capitalisme lui-même et contre ses auxiliaires. Cette même tendance vise à abandonner aux partis politiques tout ce qui ne rentre pas strictement dans le domaine syndical tel qu'il était rigoureusement délimité avant la guerre.

Si les efforts de cette direction gagnent du terrain et réussissent à prédominer, la combativité de la classe ouvrière se trouvera compromise non seulement nationalement, mais toute lutte internationale contre le capitalisme sera impossible à l'avenir.

Car seule la conception que le mouvement syndical est autre chose qu'une machine pour faire monter les salaires et diminuer les heures de travail, que l'organisation internationale est autre chose qu'un automate distributeur de renseignements et que son but est de lutter contre le capitalisme et de le terrasser, seule cette conception peut fournir une base fondamentale à la lutte internationale et faire comprendre la tactique appropriée et la méthode adéquate à cette lutte.

Au sortir de la guerre, un souffle révolutionnaire passa sur la classe ouvrière. Réaction contre le nationalisme et le chauvinisme exaspérés, sentiment de la solidarité internationale. Un moment l'on put croire proche l'heure où se réaliserait la devise du « Manifeste Communiste » : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » Les liens internationaux, rompus par la guerre, se renouèrent plus forts et conçus dans un esprit différent de celui d'avant-guerre. La structure syndicale internationale et les méthodes de lutte, cependant, ne furent pas modifiées. La compréhension s'était approfondie, l'esprit combatif s'était éveillé, la conscience des classes était devenue plus profonde, mais le mode de combat restait celui d'auparavant, limité au domaine national. Au lieu d'organiser internationalement la lutte, on limita la collaboration à un échange de documents, à la discussion des questions qui se présentaient, à la fixation des directives et, en cas de lutte, à l'aide financière. Il est rare que la lutte des ouvriers d'un pays ait été appuyée par une action solidaire des ouvriers à l'étranger et il est significatif que dans les deux cas où les syndicats procédèrent à une mobilisation internationalement (le boycottage de la Hongrie et l'arrêt des transports de munitions lors du conflit russo-polonais), il s'agissait d'une action exclusivement politique et non d'une action économique, d'un appui international prêté à des organisations luttant pour des conditions de travail meilleures.

Or, ces deux actions constituent une exception à la règle. A l'heure présente, le mouvement syndical emploie dans la lutte contre le capitalisme quasi les mêmes méthodes qu'avant la guerre ; il lutte contre le patronat du pays même, lorsque les intérêts des ouvriers nationaux l'exigent et qu'il est possible d'engager la lutte, mais il ne se soucie guère de la situation internationale. Tout au plus les Fédérations Internationales rassemblent-elles parmi les organisations affiliées des secours financiers que l'on envoie aux organisations nationales engagées dans la lutte ou affaiblies par celle-ci.

Le perfectionnement des méthodes de lutte

Il va de soi que dans toute lutte les adversaires tiennent compte réciproquement des forces, de l'équipement et de la tactique de l'ennemi ; ce sont ces éléments qui déterminent l'offensive aussi bien que la défensive. La modification apportée par un camp dans sa position entraîne automatiquement une modification dans le camp ennemi. Si les armes offensives se font plus menaçantes, on perfectionne les moyens de défense et *vice versa*.

C'est à tel point élémentaire qu'il est inutile d'insister sur ce sujet. L'armée dont l'état-major néglige de surveiller incessamment les mouvements de l'ennemi et dont les chefs ne répondent pas sur-le-champ, par des mesures appropriées, à tout perfectionnement de la technique et de l'armement de l'adversaire, cette armée ne tardera pas à subir les conséquences fatales de cette négligence criminelle.

Or, ce qui se fait naturellement et immédiatement dans la lutte entre les peuples et les Etats ne s'effectue dans la lutte économique des classes qu'avec une lenteur désespérante. L'armée du travail, l'armée des exploités met tant de lenteur et tant d'atermoiements à tirer les conséquences des changements survenus dans le camp de l'adversaire, que le prolétariat se voit forcé d'abandonner successivement toutes les positions contre lesquelles sont dirigées les attaques de la classe capitaliste, qui, elle, sait où elle va et sait aussi mener son offensive internationalement en agissant en conséquence.

Certes, si la classe ouvrière se trouve présentement partout réduite à la défensive, il y a pour cela des motifs économiques indépendants de son influence encore bien trop faible. Les conceptions tactiques et surtout la direction jouent néanmoins un rôle d'extrême importance dans la question. Quel que soit l'héroïsme des troupes, leur assaut viendra se briser contre les positions d'un ennemi, inférieur en nombre, mais outillé à la perfection et commandé avec sang-froid lorsque l'assaillant est mal armé et que le commandement manque de prévoyance.

Abstraction faite de ce que la brève période de vie plus intense a été suivie partout dans le mouvement ouvrier d'un affaissement qui se manifeste dans le fléchissement notable des effectifs des syndicats (1), il faut rechercher la cause des défaites continuelles du mouvement ouvrier dans le fait qu'on a négligé de surveiller rigoureusement le développement du capitalisme d'après-guerre et d'en tirer sur-le-champ les conséquences théoriques et pratiques.

Les capitalistes n'ont, organiquement parlant, aucune Internationale ; ils ne réunissent pas de congrès publics et ne prennent ni ne publient de résolutions sonores concernant la solidarité de leur classe. Mais ils sont inter-

1. On connaît les fluctuations d'effectifs de la F.S.T. et de l'I.S.R. après 1920 et 1921.

nationalistes dans le sens réel du terme et agissent en conséquence, comprenant que c'est là la meilleure sauvegarde de leurs intérêts. Les ouvriers ont leurs organisations internationales ; ils ont leurs congrès et prennent de belles et de nombreuses résolutions. Mais en réalité leur lutte est une lutte nationale et ils veillent jalousement à ce qu'aucune organisation internationale, fût-elle fondée par eux-mêmes, ne soit revêtue d'un pouvoir suffisant pour lui permettre de faire entendre sa voix dans leurs questions quasi nationales.

De l'organisation locale à l'organisation nationale.

Il n'y a pas si longtemps encore, l'ouvrier savait exactement qui était son patron. C'était au début de la production capitaliste, lorsqu'il n'existait que des patrons indépendants, dirigeant en personne leur entreprise et n'occupant qu'un nombre assez restreint de travailleurs. Une entreprise occupant 20 ou 30 ouvriers était regardée alors comme fort importante et le fait de compter 50 ouvriers l'élevait au rang de grosse industrie. L'ouvrier connaissait personnellement son patron et, dans la majorité des cas, il voyait en lui son bienfaiteur qui le faisait vivre lui et sa famille.

Peu à peu ces rapports patriarcaux subirent une transformation profonde ; l'ouvrier se rendit compte que, loin d'être son bienfaiteur, le patron était son exploiteur. En conséquence, les ouvriers se réunirent en organisations locales, d'ailleurs suffisantes, pour défendre, contre l'employeur, leurs intérêts d'employés.

Je passerai sous silence la formation de ces premières organisations syndicales ainsi que leur transformation d'organisations de secours en organisations de lutte. Ce qui nous intéresse ici, c'est le caractère purement local de ces associations et le fait que le débordement de ce cadre local n'aurait eu à cette époque que peu d'intérêt au point de vue pratique, la concurrence de l'extérieur n'influençant que faiblement les conditions de travail. Quant aux salaires, à la durée du travail et autres conditions dans telle profession et dans telle ville, la connexion existant entre elles et les conditions de travail dans une ville plus ou moins éloignée n'était que fort vague, sinon inexistante ; ces conditions dépendaient avant tout de la situation générale dans la ville où était établie l'entreprise.

Ainsi la possibilité d'améliorer les conditions de travail, à Lyon, par exemple, dans une profession quelconque et chez un ou plusieurs patrons, dépendait avant tout de la situation de cette profession à Lyon même et en second lieu des conditions générales du travail en vigueur dans les autres professions de la même ville ou dans celles de l'entourage immédiat. Les conditions de travail en vigueur dans la même profession à Lille, au Havre, à Bordeaux, Paris ou Marseille restaient de fort peu d'influence, sinon d'aucune, sur celles des ouvriers.

A mesure que la compréhension de la situation se développait chez les ouvriers et qu'ils se rendaient compte de la communauté de leurs intérêts vis-à-vis des employeurs, on constata chez eux un développement aussi de leur sentiment de solidarité, qui, cependant, ne s'étendait pas aux ouvriers des autres villes. Les ouvriers de telle profession se sentaient plus étroitement unis aux camarades des autres professions dans la même ville et des alentours qu'aux collègues de la même profession dans les villes du pays, mais éloignées, dont les industries jeunes ne concurrençaient pas celles qui les employaient et n'influençaient et à plus forte raison ne menaçaient pas leurs conditions de travail.

Cet état de choses se modifia lorsque le capitalisme se développa nationalement et que les petits employeurs indépendants, et subséquemment les grands, commencèrent à disparaître. La petite entreprise se développa en grande entreprise, les employeurs privés furent refoulés par les sociétés anonymes et le capital perdit sa cohésion purement locale. Dès lors les classes possédantes ne se bornèrent plus à exploiter les dépossédés de leur propre ville ; ceux-ci produisirent de la plus-value non plus exclusivement pour des patrons qu'ils connaissaient, mais pour des douzaines et des centaines d'actionnaires anonymes dispersés dans le pays entier. L'ouvrier connaît le nom de la fabrique ou de l'entreprise où il travaille, il connaît aussi le nom et, la plupart du temps, la personne du directeur ; il se peut même qu'il voie dans ce dernier son patron, l'exploiteur de son travail et le profiteur de la plus-value créée par lui, mais en réalité il ne connaît pas plus les véritables propriétaires et profiteurs que ceux-ci ne le connaissent.

L'organisation ouvrière était tenue de s'adapter à ce développement du capitalisme local en capitalisme national. Les temps étaient passés où les conditions de travail dans telle profession dans telle ville restaient soustraites à l'influence de celles de la même profession dans d'autres villes ou d'autres régions du même pays. Le développement pris par les communications permettait le transport, non seulement des produits mais aussi des producteurs, les ouvriers, et, en cas de nécessité, de l'entreprise elle-même. Les conditions générales, les salaires gagnés dans les autres professions, le niveau général de la vie dans une ville conservent sans nul doute une certaine influence sur les conditions de travail dans une profession quelconque, mais l'influence des conditions de travail de la même profession dans d'autres villes et d'autres régions du pays devient incomparablement plus grande. Les conditions de travail des métallurgistes parisiens ne sont plus en tout premier lieu fonction des conditions de travail des ouvriers d'usine, des imprimeurs, des tailleurs ou des boulangers de Paris, mais bien plutôt des conditions de travail des métallurgistes de Denain, de Longwy, de Saint-Etienne ou de Commentry.

De là la nécessité impérieuse d'une collaboration étroite entre les ouvriers de même profession dans les diverses villes du pays et de leur réunion en une seule Fédération. Les organisations locales, impuissantes à livrer bataille aux employeurs, durent céder le pas au syndicat national à tendance de plus en plus centralisatrice. Ce ne sont plus le Comité ou l'assemblée géné-

rale des membres de l'organisation locale qui décident dans quelles conditions sera engagée la lutte contre le patronat local, cette décision incombe à présent au Comité de Fédération ou au Congrès en leur qualité de représentants des ouvriers de la même profession dans le pays entier.

En campagne, l'état-major seul peut embrasser l'ensemble du champ de bataille. Lui seul peut décider du lieu, de l'heure propice où il faut jeter dans la mêlée une unité, lui faire opérer un mouvement de retraite ou la sacrifier dans l'intérêt de l'ensemble et du but final. De même le développement du capitalisme a rendu nécessaire la création d'un état-major ouvrier, capable de prendre le commandement dans la lutte économique contre la puissance concentrée du capitalisme de telle profession ou de telle industrie. Seule la direction du syndicat national peut ou est censée embrasser l'ensemble du terrain économique, juger des perspectives et des possibilités d'une campagne et décider du lieu, du moment et du mode d'attaque pour une unité de l'armée ouvrière dont le commandement lui a été confié. Seule la direction centrale peut juger, ou du moins est censée pouvoir juger, si l'heure et les circonstances sont favorables pour engager la lutte, soit pour défendre, soit pour améliorer les conditions de travail. C'est elle qui décide de l'enjeu, qui juge s'il est dans l'intérêt de tous d'engager la lutte sur toute la ligne ou de la limiter à quelques villes ou encore s'il est dans l'intérêt de tous d'éviter une grève à un moment donné ou d'abandonner la partie si celle-ci est déjà engagée.

Un vif sentiment de solidarité et la conviction que l'intérêt direct de tous les collègues du pays est une cause indivisible sont les qualités indispensables au mouvement syndical national pour remplir efficacement sa tâche.

La nécessité de la concentration et de la lutte internationales.

J'ai taché d'exposer que la guerre, puis la « paix » qui lui a succédé, ont déterminé une transformation générale de la structure et des tendances du capitalisme.

Le capitalisme contemporain n'est plus national. Les tendances à l'internationalisation qu'on discernait dès avant la guerre sont aujourd'hui manifestes. Il y a un siècle (et même un demi-siècle, ou moins encore pour certains pays), l'ouvrier était exploité par un seul patron et produisait une plus-value dont ce dernier était seul à profiter. Durant la période qui précéda la guerre, l'ouvrier fut exploité par les capitalistes de « son » pays ou du pays qu'il habitait, et la plus-value qu'il produisait allait à ce groupe d'exploiteurs. Aujourd'hui l'ouvrier est exploité par le capitalisme uni internationalement ; il produit une plus-value dont bénéficie ce capital international. Il est vrai que la firme qui occupe l'ouvrier porte une dénomination nationale qui est la sienne. Le nom de la fabrique, de la mine ou de l'entreprise dans laquelle il peine est français en France, anglais en Angleterre, polonais en Pologne et tchèque en Tchéco-Slovaquie ; il peut donc être persuadé qu'il travaille pour une entreprise de « son » pays. En vérité, il est exploité par une combinaison internationale de capitalistes appartenant à plusieurs nationalités. Il se peut que le nom de l'entreprise soit libellé dans sa langue nationale, que le directeur soit un de ses compatriotes, cela n'empêche pas que les véritables propriétaires, les véritables détenteurs du pouvoir, ceux qui tiennent entre leurs mains la vie et le bonheur de centaines de milliers de travailleurs forment une combinaison de capitalistes des nationalités les plus diverses.

Durant la période d'avant-guerre, la même combinaison « nationale » de capitalistes possédait plusieurs fabriques, plusieurs entreprises sur divers points du territoire national et usait des ouvriers et de leurs conditions de travail de telle entreprise comme d'une arme contre les ouvriers d'une autre leur appartenant. De même les combinaisons internationales contemporaines possèdent d'innombrables fabriques, mines ou entreprises dans divers pays et à divers points de l'univers et elles emploient les ouvriers et leurs conditions de travail d'un pays pour combattre les travailleurs des autres contrées, abusant de ces machinations pour avilir la situation de l'ouvrier, en quoi ils ne réussissent que trop bien.

Les Secrétariats professionnels internationaux.

Lors du Congrès international extraordinaire de la Fédération Syndicale Internationale, tenu à Londres en novembre 1920, c'est-à-dire dans une période de conjonctures favorables où le développement du mouvement syndical suivait encore une courbe ascendante, j'ai présenté un rapport sur « La situation mondiale et le mouvement syndical international » dans lequel je signalais les dangers menaçants et je recommandais une tactique nouvelle ou du moins différente de celle adoptée jusqu'alors.

Ce n'est donc pas la première fois que j'insiste sur la nécessité d'une transformation et d'une réorganisation et que je démontre que la lutte menée dans le cadre étroit de la lutte nationale perd de plus en plus de son importance, qu'elle devient chaque jour plus insuffisante et qu'elle entraîne une perte inutile d'efforts et d'énergie.

Je ne fais que répéter ce que j'ai dit il y a longtemps quand je déclare ici même que l'action internationale est impérieusement nécessaire dans la lutte économique directe et qu'à cet effet les travailleurs doivent, en tout premier lieu, s'organiser par industrie dans des Secrétariats professionnels internationaux entre lesquels il devra exister des relations étroites.

Or, les salaires et conditions de travail des ouvriers d'une industrie sont bien plus étroitement liés à ceux de leurs camarades de la même industrie à l'étranger qu'ils ne le sont aux salaires et conditions de travail des ouvriers des autres industries dans leur propre pays. Ainsi les mineurs, par exemple, pourront imposer la journée de six heures, alors que les ouvriers des autres

industries, dans le même pays, travailleront huit heures et même plus. Par contre, ils ne sauront que fort difficilement conserver cette acquisition si les mineurs des autres pays sont incapables de la conquérir.

Malgré les attaques acharnées du patronat, les ouvriers du port de Hambourg ont su conserver la journée de huit heures, bien qu'en Allemagne celle-ci n'existe plus pour la plupart des industries et que les ouvriers travaillent dix heures et même plus. Il ne serait cependant guère possible aux dockers hambourgeois de conserver les huit heures, si les camarades à l'étranger, qui travaillent dans les ports concurrents, tels que Rotterdam et Anvers, perdaient la journée de huit heures et se voyaient obligés de fournir neuf ou dix heures de travail.

La lutte des marins pour la standardisation internationale des salaires, lutte qui réapparaît à tout moment sous des formes nouvelles et où la dure nécessité économique estompe les contrastes créés par la guerre, constitue une preuve de plus de la profonde dépendance de plus en plus étroite existant entre les conditions de travail des ouvriers des divers pays.

L'exemple des mineurs.

L'ancienne tactique, l'action engagée par une catégorie d'ouvriers d'un pays sans collaboration ni délibération préalable avec les camarades de la même catégorie des autres pays, ne représente pas seulement dans bien des cas un effort fait en pure perte, mais fait maintes fois directement le jeu des patrons.

Un exemple.

Au printemps de 1921 les propriétaires des mines anglaises déclanchèrent une offensive violente contre le niveau de vie des mineurs anglais. Utilisant des conjonctures favorables durant la guerre, les mineurs avaient obtenu des salaires trop élevés aux yeux des magnats des mines ; ceux-ci entreprirent de les avilir. Les mineurs anglais répondirent à l'attaque en abandonnant le travail et soutinrent une lutte héroïque qui dura de longues semaines.

Pendant la grève des mineurs anglais et l'arrêt de la production du charbon en Angleterre, les ouvriers du transport, les dockers des ports continentaux, se conformant aux instructions de la I. T. F. (Fédération Internationale des Ouvriers des Transports), s'efforçaient d'empêcher le chargement du charbon pour l'Angleterre (1). Or, les mineurs français, belges, allemands et américains et ceux d'autres pays d'Europe encore travaillaient à cœur joie : ça faisait plaisir à voir, plaisir que, bien entendu, les propriétaires miniers anglais et le capitalisme international furent seuls à savourer, car ce fut une calamité pour les mineurs anglais et pour le prolétariat international.

Les mineurs furent battus, leurs salaires diminués et ils durent reprendre le travail sur cette défaite.

A peine cette défaite fut-elle consommée que les propriétaires miniers français, suivant l'exemple des capitalistes anglais, alléguant la diminution des salaires en Grande-Bretagne, exigèrent des mineurs français qu'ils se soumissent à une diminution, eux aussi. Les ouvriers refusèrent et se mirent en grève.

Et tandis que les mineurs français étaient en grève, leurs camarades anglais, qui venaient de passer des semaines de lutte et de souffrance, travaillaient fiévreusement, produisant le plus possible, heureux de rattraper, tant soit peu, le salaire perdu pendant les semaines de grève. Les mineurs américains, belges, allemands et autres travaillaient comme eux.

Les conséquences ne se firent pas attendre. Les mineurs français subirent le même sort que leurs camarades anglais.

Après cette défaite française, ce fut le tour des propriétaires des mines belges d'alléguer les diminutions de salaire en Angleterre et en France pour persuader les mineurs belges d'accepter une diminution de salaire, sans quoi l'industrie minière belge ne pourrait soutenir la concurrence étrangère. Les ouvriers belges refusèrent également. Ils se mirent en grève et il arriva ce qui était arrivé en Angleterre et en France. Les mineurs belges furent battus et durent reprendre le travail avec des salaires diminués.

Après cette diminution en Angleterre, en France et en Belgique, le tour des mineurs des autres pays arriva. Ils durent se soumettre, soit immédiatement, soit après quelque résistance.

Je ne sais exactement si les grèves anglaise, française et belge furent proclamées après entente préalable avec leurs camarades étrangers, par l'intermédiaire de l'Internationale des Mineurs. Il me semble qu'on ne s'était pas mis en rapport internationalement. Quoi qu'il en soit, la direction centralisée, la tactique et la collaboration internationale ont fait défaut : les luttes ont été menées indépendamment ; elles ont abouti à un échec.

Si j'ai choisi cet exemple, ce n'est pas pour dénoncer le manque de tactique et la stratégie défectueuse de l'Internationale des Mineurs, car il serait aisé de trouver des exemples analogues dans toutes les industries. J'ai cité ce cas uniquement parce qu'il est caractéristique et parce que la collaboration internationale, la lutte commune et simultanée sont plus facilement applicables dans l'industrie minière que dans toute autre industrie.

L'exemple suivant met également en lumière d'une façon frappante la nécessité de la collaboration internationale.

Sur les rives gauche et droite du Rhin, dans les territoires de la Ruhr et de la Sarre ainsi que dans le bassin de Briey, la fin du conflit de la Ruhr qui détermina l'entente entre les capitalistes français et allemands livra mineurs et métallurgistes de ces deux pays à une exploitation éhontée de la part d'une combinaison de capitalistes français, allemands et d'autres nationalités. Cette combinaison, qui a intérêt à avilir autant que possible les conditions de travail des ouvriers français et allemands, cherche à atteindre ce but en adres-

1. Le chargement du charbon se trouva arrêté net pendant plusieurs jours dans le port d'Anvers.

sant un appel pressant au sentiment « national » des ouvriers en faveur de l'industrie « nationale ». Comme elle s'adresse sur l'une des rives aux ouvriers français et sur l'autre aux ouvriers allemands, elle utilise les conditions de travail des uns comme une arme contre les autres.

Pour quiconque se fait une idée, si élémentaire soit-elle, de la lutte de la classe ouvrière contre ses oppresseurs, il est clair que les ouvriers des deux rives rhénanes, mineurs et métallurgistes français et allemands, ne pourront repousser les attaques du patronat que grâce à une collaboration étroite. Comme auparavant, les conditions de travail des ouvriers d'Essen, de Dortmund, de Bochum ou de Gelsenkirchen, celles des ouvriers des deux nationalités, parlant des langues différentes, sont liées par des liens indissolubles.

Les ouvriers de Dortmund, Gelsenkirchen, Essen ou Bochum ne pouvaient autrefois agir indépendamment les uns des autres et les militants des syndicats locaux des mineurs et des métallurgistes ne pouvaient engager la lutte sans entente préalable. De même il deviendra de moins en moins possible aux métallurgistes et mineurs français et allemands d'agir indépendamment les uns des autres contre le patronat commun. Ceci revient à dire que les syndicats ouvriers des deux rives du Rhin, français et allemands, devront collaborer étroitement et que jamais une organisation ne devra engager une action sans les autres. Cela veut dire aussi que, en dernière instance, ce ne seront plus les organisations métallurgistes ou minières françaises ou allemandes qui décideront si la lutte doit ou non être engagée, ainsi que de la tactique à suivre ; désormais la décision en cette matière rentrera dans les attributions et les instances supérieures des Internationales des ouvriers sur métaux ou des mineurs auxquelles elles appartiennent.

Les champions de cette lutte internationale, les Secrétariats professionnels, acquièrent de ce fait une importance toujours plus grande par rapport aux Centrales nationales. Durant la période de développement du capitalisme national nous avons vu passer le commandement dans la lutte économique des mains des syndicats locaux entre celles des Centrales nationales. De même l'intérêt de la classe ouvrière mondiale exige que le commandement passe des mains des Centrales nationales entre celles des Secrétariats professionnels internationaux pour la période de lutte inaugurée par la guerre et la fin de celle-ci. Durant la période à laquelle je faisais allusion plus haut, les Centrales locales, englobant les syndicats locaux, se trouvaient refoulées au second plan par rapport aux Centrales nationales. De même les Centrales nationales, englobant les Fédérations nationales, devront s'effacer devant les Secrétariats professionnels internationaux et le champ d'action des Centrales nationales se réduira de plus en plus à rendre, nationalement, les services d'administration que les Centrales locales rendent aujourd'hui localement.

Certes, nous n'en sommes pas encore là. Il passera de l'eau sous les ponts avant que les Secrétariats professionnels internationaux, qui aujourd'hui ne font qu'inaugurer leur activité et dont l'importance ne s'est encore que rarement manifestée dans le domaine politique, aient conquis de fait le haut commandement pour lequel ils ont qualité.

Mais si faible que soit l'influence de ces Secrétariats, si insuffisante que soit leur organisation et si imparfait que soit leur caractère international (1), le développement du capitalisme les oblige et les pousse à accepter et à accomplir leur tâche sous peine de voir le prolétariat mondial tomber internationalement dans un état de dépendance et d'esclavage plus complet encore que ce n'est le cas aujourd'hui dans le domaine national. Le capitalisme florissant et prospère a toujours déterminé la forme d'organisation de son adversaire, les syndicats, suivant pas à pas son développement, passant d'organisations locales à des organisations nationales. Ainsi ce même capitalisme favorisera, sinon suscitera, à l'époque contemporaine, l'organisation internationale par industrie.

(La fin au prochain numéro.) Edo FIMMEN.

PETITES NOUVELLES

RENDONS A SINCLAIR... — Que l'ami Péra ait attribué à London la phrase mise en épigraphe à son étude sur l'Ouenza, celà peut se comprendre ; il l'avait ajoutée d'une écriture rapide. Et puis London et Sinclair sont tellement frères !

Mais nous qui avons corrigé deux et trois fois son texte, et qui savons pourtant que le « Roi Charbon » est d'Upton Sinclair et non pas de Jack London, nous sommes inexcusables.

Rendons vite à Sinclair cette paternité.

VOUS IREZ A L'ODÉON... — Enfin, Gémier se décide à tenir une vieille promesse ; il monte ce chef-d'œuvre qu'est le *Jeu de l'Amour et de la Mort* de Romain Rolland. La répétition générale en est annoncée pour le 27 janvier.

Voilà un spectacle pour nous.

LES ŒUVRES COMPLÈTES DE LÉNINE. — Les *Editions Sociales Internationales* annoncent la publication dans le courant de janvier du premier volume des *Œuvres complètes* de Lénine, traduites d'après la deuxième édition russe, revue et complétée par l'Institut Lénine.

Cette édition, qui comprendra environ trente volumes in-8, de 400 à 700 pages, paraîtra par séries de quatre volumes, à raison d'un volume tous les trois mois.

Quatre ouvrages doivent paraître en 1928 : 1er vol., *Les débuts de la Révolution russe*, mars-juin 1917 ; 2e vol., *Matérialisme et Empiriocriticisme* ; 3e vol., *Période de l' « Iskra »*, 1900-1902 ; 4e vol. *La première Révolution russe*, 1905.

---

1. « Si nous examinons les résultats obtenus par l'Internationale des Métallurgistes et ceux obtenus par ses membres, ceux-ci offrent une image bien différente : à quelques exceptions près, les organisations nationales sont devenues grandes et puissantes et, sinon partout, elles commandent le respect, quant à leur organisation. Mais, quelque bizarre que cela puisse paraître, le sentiment et la pensée internationaux font défaut à ces organisations et à leurs militants ! Comme auparavant, l'internationalisme reste pour beaucoup un acte de foi platonique plus ou moins éloquent. C'est la raison pour laquelle l'Internationale du Fer n'a guère subi de transformations réelles au cours des vingt dernières années et cela malgré le fait que ses effectifs se sont notablement accrus et se montent actuellement à 3 millions de membres ».

(KONRAD ILG., secrétaire de l'Internationale des Ouvriers sur Métaux. — *Metallerberterzeitung* n° de jubilé 1923.)

LA JUSTICE EN ALGÉRIE

Le Scandale
de la déchéance paternelle

Au moment où j'écris, plus de quinze jours se sont écoulés depuis la parution du communiqué du Gouverneur, la mère d'Ourdia n'a pas encore reçu l'avis qu'une procédure en déchéance ait été intentée contre elle.

Cela ne veut pas dire qu'on y ait renoncé. La décision du gouverneur n'est-elle pas survenue cinq mois après la menace sous condition faite à la mère par le procureur de la République de lui faire enlever ses droits de mère si elle persistait à réclamer son enfant ?

J'ai sous les yeux toute une série de documents qui montrent à quel cynisme sont parvenus magistrats et gouverneurs pour avoir l'audace de demander la déchéance de l'autorité paternelle en de pareilles conditions. Résumons aujourd'hui ces documents. Nous les publierons tout au long s'il en est besoin.

Comment était traitée Ourdia chez sa tante

Dès le 24 août, lorsque l'on sut que pour légitimer le rapt, le procureur de la République arguait que Chebli Ourdia avait été placée comme domestique chez Baille, et qu'elle était battue par sa tante, les quatre locataires de la maison habitée par Faroudja et sa nièce, tous Européens, — ou plus exactement leurs femmes, parce que plus au courant de ce qui se passait journellement dans la maison, — rédigèrent une attestation suivant laquelle l'enfant jamais n'avait été maltraitée et que la tante est « une très brave femme estimée dans la maison ».

D'autre part, le juge d'instruction a interrogé le mois dernier, neuf voisins, sept Européens et deux indigènes. Pas un témoignage discordant ; dans aucun, pas la moindre réserve.

Même témoignage, quant à la moralité de la tante, de la part de deux personnes qui l'ont eue à leur service pendant des années. Elles n'ont eu qu'à se louer d'elle à tous les points de vue, travail, confiance, honnêteté.

La moralité de la mère

Voilà pour la tante, pour celle qui depuis six ans avait la garde de l'enfant.

Passons à la mère.

La mère, comme nous l'avons dit, est femme de ménage, faisant chaque jour quelques heures chez une personne, quelques heures chez une autre. Les attestations de ses deux plus anciennes patronnes, l'une qui l'emploie depuis six années, l'autre depuis huit, proclament que c'est une brave femme qui ne travaille que pour son enfant.

« Depuis le 14 juillet que sa fille a disparu, dit l'une d'elle, cette mère est désespérée, et je trouve cela odieux d'enlever à cette pauvre mère son enfant. »

Le faux d'un commissaire de police

Et cependant, sur cette femme irréprochable, qui au bout de huit ans et de six ans, est encore au service des mêmes maîtres, il y a un document officiel, signé de l'autorité publique, attestant qu'elle s'est enivrée !

Ce document, c'est Baille lui-même, qui l'a en sa possession, et l'a présenté à Dôle au commissaire chargé de l'interroger.

Document que Baille a fait établir pour sa défense, et qui constitue pour lui la plus terrible accusation.

Voilà qui est extraordinaire : le « personnel » du commissariat de police du 3e arrondissement d'Alger se trouvant en présence d'un délit caractérisé, l'ivresse, n'aurait pas poursuivi la délinquante ; en revanche, il a délivré à un tiers qui n'a aucune qualité pour cela, en violation flagrante du plus élémentaire secret professionnel, l'attestation que ce délit a été commis. Ça sent le mensonge à plein nez !

Et en effet l'ivresse de Doudja est le plus formidable mensonge qui soit jamais sorti de la plume d'un policier, ce qui n'est pas peu dire. Si l'on n'a pas poursuivi la mère d'Ourdia pour ivresse, c'est pour... une bonne raison : c'est qu'elle n'était pas ivre : dix personnes seraient venues en témoigner à la barre du tribunal.

Une seule chose est vraie, c'est que la mère d'Ourdia a été amenée au commissariat de police du 3e arrondissement le 30 juillet à 16 heures ; mais la raison en fut celle-ci : **elle avait voulu reprendre sa fille** ; elle avait tenté de l'arracher de force des mains des ravisseurs ; ceux-ci la firent arrêter.

Neuf témoins, tous Européens, locataires de la maison où travaillait la pauvre Doudja au moment où se produisit cette scène digne des jours les plus sombres du Moyen Age, ont attesté le fait.

La moralité... des autres

A ces témoignages directs, ajoutons-en d'autres, moins directs qui les précisent et les complètent.

Il y a à Alger un groupement qui se dénomme « parti populiste » et se done pour tâche de combattre « les abus ». C'est un groupement très bourgeois, composé principalement de petits commerçants ; son président, ainsi que ses principaux dirigeants, appartiennent au parti radical. Il ne peut donc être soupçonné de parti pris révolutionnaire.

Ce groupement a procédé à une enquête sur place, dans le quartier de Notre-Dame d'Afrique, où habitaient à la fois les Baille, la petite Ourdia, et Mimi Raïs, prostituée indigène, la plus belle femme indigène d'Alger, paraît-il, amie intime du ménage Baille, et qui aurait participé à l'enlèvement de l'enfant. Au cours de cette enquête le parti populiste a recueilli un certain nombre de témoignages (1), tous européens, et tous concordants.

Une autre association, qui est, elle, la colonne fondamentale de l'ordre bourgeois et républicain, s'est aussi livrée à une enquête dans le même quartier. Malgré le secret dont elle entoure satutairement tous ses actes, nous pouvons dire que les témoignages qu'elle a recueillis confirment et au delà, tout ce qu'apprennent les témoignages qui précèdent, sur les moralités respectives des parents d'Ourdia d'une part, et des Baille d'autre part.

*
* *

Ainsi, d'un côté, deux femmes irréprochables, d'après le témoignage unanime non seulement des voisins, mais des patrons de ces femmes eux-mêmes, de l'autre, un ménage, ami intime d'une prostituée professionnelle, ayant manifestement servi d'entremetteuse Depuis six mois, police, magistrature, gouvernement sont mobilisés pour maintenir en la possession du bourgeois noceur l'enfant des travailleuses honnêtes.

Illustration parfaite du régime.

R. L.

---

(1) Ces témoignages ont été publiés par la *Fronde*, hebdomadaire algérien, dans son numéro du 23 décembre dernier.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UNE NOUVELLE AFFAIRE MÉNARD

Quatre militants exclus de la C.G.T.U.

Une odieuse machination de tendance

Ce n'est pas sans surprise que les militants ont pu lire dans l'*Humanité* et dans la *Vie Ouvrière* une communication officielle du Syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique de la région parisienne annonçant :

1° Que l'assemblée générale du Syndicat, réunie le 28 décembre 1927, à la Bourse du Travail, salle Ferrer, avait « décidé l'exclusion des ex-camarades Bouveyron (Henri), Martzloff (Paul), anciens secrétaires du Syndicat ; Keraudy (André), membre de la C. E. confédérale, pour calomnies envers un militant investi d'une fonction syndicale » ;

2° Que la même assemblée générale avait « précisé que pour les mêmes motifs l'adhésion au Syndicat de l'ex-secrétaire fédéral, Maure (André) ne pourra à aucun moment être acceptée ».

Ainsi sont jetés hors de la C. G. T. U. quatre militants :

Deux anciens secrétaires d'un des Syndicats les plus puissants de la région parisienne, Bouveyron et Martzloff, ce dernier assurant les fonctions de secrétaire de la Commission de contrôle de l'Union des Syndicats de la région parisienne ;

Le représentant de la minorité syndicaliste à la Commission Exécutive de la C. G. T. U., Kéraudy, élu membre suppléant par le Congrès de Bordeaux ;

Un ancien secrétaire de la Fédération Unitaire de l'Eclairage, Maure, qui, à fin de mandat, s'est embauché comme ouvrier à la Société Nord-Lumière, ce qui nécessite son transfert au Syndicat des Producteurs.

Beau tableau de chasse, en vérité !

Quel crime ont donc commis nos camarades ? Quelles sont donc les « calomnies » pour lesquelles on les jette à la porte du Syndicat de leur corporation ainsi que de la C. G. T. U. ? Nous allons le voir.

Le trou dans la caisse

Si délicats que soient à relater les faits qui sont à la base de l'affaire, nous sommes dans l'obligation d'en faire le récit.

A la Commission Exécutive du Syndicat des Producteurs (réunion extraordinaire du 13 septembre 1926), Bouveyron, alors secrétaire du Syndicat en compagnie de l'actuel secrétaire Salom, expose que le 7 septembre, en rentrant de congé, il apprit avec grande surprise, de la bouche de Salom, qu'à fin août la caisse syndicale s'était trouvée vide, que les collecteurs de cotisations avaient dû être invités par circulaire à verser leurs recettes, et qu'il fallait envisager un retrait de fonds à la Banque.

Or quand Bouveyron était parti en congé, le 7 août, il avait vérifié la caisse tenue par l'employé du Syndicat : Ludovic Vandevelde, dit Vedovelly, et il s'était assuré que cette caisse contenait bien la somme de 10.410 francs indiquée au livre de caisse. La caisse qui, le 7 août, renfermait 10.410 francs, à fin août était à sec ! Bouveyron exigea aussitôt de Vedovelly qu'il mette à jour son livre, non tenu depuis le 7 août. Mis à jour, le livre indiquait, pour la fin août, une encaisse approximative de 3.000 francs. Bouveyron exigea alors une situation arrêtée au jour même ; cette situation révéla un trou dans la caisse de 3.544 francs.

Devant la Commission Exécutive, Vedovelly donne des explications confuses. Voilà ce que mentionne le procès-verbal de la réunion.

« Vedo déclare qu'il est victime de sa confiance et réclame la Commission d'enquête ».

Plus loin :

« Vedo affirme que des sommes partaient, qu'il a cru d'abord à une erreur, et qu'après il espérait qu'en fin de mois tout se réglerait. »

Une Commission d'enquête est désignée dans la C. E. pour entendre sur-le-champ Vedovelly et Salom, ce dernier étant resté en fonctions avec Vedovelly pendant la durée du congé de Bouveyron ; le rapporteur de cette Commission est obligé de revenir devant la C. E. et de lui dire que la Commission d'enquête n'est pas parvenue à faire la lumière, et que Vedovelly a fait peser quelques soupçons sur Salom.

La Commission Exécutive décide de congédier Vedovelly et elle mandate Bouveyron pour porter plainte à la justice *contre inconnu*.

Ainsi mandaté, Bouveyron continue ses recherches dans la comptabilité syndicale. Il découvre des bordereaux de cotisations *qui n'ont pas été inscrits dans les recettes.* Il demande aux collecteurs de rapporter les reçus qui leur ont été délivrés quand ils ont remis **le montant de ces bordereaux. Bouveyron s'aperçoit** que ces reçus sont détachés de deux carnets non en service portant les numéros de 901 à 1.000, et de 1.101 à 1.200. Ces reçus étaient établis par Vedovelly, sauf celui portant le n° 1.101 (premier du carnet) *qui était de la main de Salom.*

Le trou dans la caisse s'agrandissait du montant de ces reçus non enregistrés dans les recettes.

Le 29 septembre, Vedovelly déclare à ce sujet, en présence de Gilhodes, secrétaire de la Chambre syndicale des Comptables :

« Je suis victime de ma confiance, je pensais que Salom me règlerait en fin de mois ; pour les bordereaux, l'argent a été mis dans le coffre ; je les aurais passés en écritures, après en avoir donné connaissance à la Commission de contrôle, d'ailleurs, les carnets de reçus étaient ici, dans mon tiroir, pourquoi sont-ils disparus ? »

Resté seul avec Bouveyron, Vedovelly lui réclame le paiement de son salaire de septembre. Bouveyron refuse en faisant observer à Vedovelly qu'il doit auparavant faire la lumière. Vedovelly rétorque à Bouveyron : « Est-ce que vous payez Salom ? »

Les 3.000 francs du 6 juillet

Le 30 septembre, Vedovelly se présente spontanément devant les deux secrétaires de la Fédération Unitaire de l'Eclairage pour tenter d'obtenir d'eux que l'action en justice soit suspendue. Maure et Favier, les deux secrétaires, montrent à Vedovelly que ses propres écritures le condamnent. Tout en discutant avec lui, ils s'aperçoivent qu'un bon de 3.000 timbres délivré par l'Union des Syndicats le 30 juin porte, au dos, une inscription manuscrite : « *à remettre* 3.000 *francs à Maure* ». Maure demande à Vedovelly qui a inscrit cette mention au dos du bon. Vedovelly répond que cette mention est de lui, écrite de sa main.

Salom, le 30 juin, avait, en prévision de l'augmentation du timbre, pris ce bon de 3.000 timbres à l'Union des Syndicats, et il avait acquitté le 1er juillet le montant de ces 3.000 timbres à l'Union. Puis

le bon avait été remis par lui à Vedovelly en attendant que le Syndicat règle à la Fédération le montant desdits 3.000 timbres

Le 6 juillet, dans la matinée, Bouveyron étant présent, Salom réclame à Vedovelly le bon du 30 juin ainsi que les 3.000 francs nécessaires pour prendre livraison des 3.000 timbres de la Fédération. Vedovelly rappelle à Salom qu'il y a encore en retard le règlement de 1.000 timbres pris et non payés à la Fédération ; c'est donc 4.000 francs que Salom doit emporter à la Fédération. C'est donc 4.000 francs que Vedovelly remet à Salom. C'est bien 4.000 francs qu'en présence de Maure et Favier le 30 septembre Vedovelly a déclaré avoir remis à Salom.

Or, si Salom, le 6 juillet, reçoit de Vedovelly 4.000 francs, s'il prend bien livraison à la Fédération des 3.000 timbres correspondant au bon délivré par l'Union le 30 juin, il se borne à verser entre les mains du trésorier fédéral, Favier, les 1.000 francs dûs pour une prise de timbres antérieure: reçu de versement lui est délivré.

Fait à noter : Salom revient au Syndicat, mais il ne remet pas ce reçu de 1.000 francs à Vedovelly. On le retrouve inscrit dans les écritures seulement à la date du 6 août.

Salom aurait conservé par devers lui 3.000 francs dûs à la Fédération, 3.000 francs que le trésorier de celle-ci se vit obligé par la suite de réclamer au Syndicat.

La calomnie de Bouveyron consiste à avoir pensé, devant ces faits, que l'employé Vedovelly n'était pas le seul coupable (lui-même s'en défendait).

La défense de Salom

La police enquête, un expert examine, un juge interroge : tout cela prend beaucoup de temps.

Passons sur les détails et voyons la réponse de Salom à l'accusation de Bouveyron.

Salom déclare qu'il n'est pas vrai qu'il ait gardé par devers lui les 3.000 francs du 6 juillet puisque le 7 août, un mois après, Bouveyron vérifiait, comme nous l'avons vu, la caisse de Vedovelly et n'y trouvait pas de manquant.

A cela Bouveyron répond que de nombreux bordereaux de cotisations ayant été, en juin et juillet, encaissés sans être inscrits en recettes par Vedovelly et par Salom, le montant de ces bordereaux s'élevant à un peu plus de 3.000 francs, il est très possible que l'encaisse au 7 août ait été conforme au livre, tout en étant fausse. Les recettes étaient truquées : en réalité, il manquait de l'argent, mais on ne pouvait s'en apercevoir.

Salom emploie aussi une autre défense : il change de camp. Elu comme minoritaire au secrétariat du Syndicat, il devient subitement communiste orthodoxe et farouche. Il abjure ses conceptions pour devenir le dirigeant de la fraction communiste du Syndicat : ainsi il recrute des fanatiques qui le défendent non pas parce qu'ils se sont rendu compte qu'il était injustement accusé, mais qui l'absolvent par *raison de parti*, comme les juges condamnent par raison d'Etat.

La vie dans l'organisation devient impossible pour Bouveyron, Martzloff et Kéraudy. Le changement de Salom a procuré à la fraction communiste la haute main sur la direction d'un syndicat jusqu'ici impossible à conquérir. Une meute hurlante interdit à Bouveyron, Martzloff et Kéraudy la parole dans les assemblées. Le sifflet tient lieu d'argument aux communistes comme il tient lieu de défense à Salom.

D'accusateur, Bouveyron, Martzloff et Kéraudy sont devenus des accusés. L'accusé s'est élevé à la dignité d'accusateur public.

Un coup de théâtre

Il fallait en finir avec la plainte déposée devant la justice bourgeoise.

Il se produit un fait extraordinaire. Au cours d'un interrogatoire devant le juge d'instruction en présence de Salom et de Favier, *sans que Bouveyron ait été convoqué par le juge*, l'employé Vedovelly avoue qu'il est le seul coupable du vol. Ceci se passe le 8 décembre 1927, plus de quinze mois après la découverte du vol.

Cependant, après que sa déclaration a été enregistrée, Vedovelly ajoute, mais ses paroles ne sont plus enregistrées : *« Tout m'accable, mais je ne suis pas le seul coupable, l'avenir le montrera ».*

Cela n'empêche pas que devant l'assemblée générale du 28 décembre 1927, on donne lecture d'une lettre de Vedovelly qui renouvelle l'aveu d'être le seul auteur du vol, et s'offre à rembourser à raison de 50 francs par mois une somme de près de 8.000 francs, montant total du vol, plus les frais de procédure. Dans sa lettre, Vedovelly défend Salom contre les accusations de Bouveyron, et c'est tout juste s'il ne met pas en cause l'honnêteté de ce dernier.

Pressée d'en finir, la partie civile fait procéder, dès l'aveu de Vedovelly devant le juge, *au retrait de la plainte déposée par le Syndicat*, et semblant aussi pressé qu'elle de mettre un boisseau sur l'affaire, le juge d'instruction ne s'oppose pas à ce retrait, ni au non-lieu, cependant qu'il n'a même pas convoqué Bouveyron.

Devant la justice, par la volonté de Salom et grâce à l'attitude du juge d'instruction, l'affaire en reste donc là.

Devant le Syndicat, les aveux de Vedovelly sont le moyen pour Salom de se montrer blanc comme neige, et, résultat inespéré, de faire exclure du Syndicat ses quatre accusateurs.

Pour Vedovelly, son aveu d'être le seul coupable, c'est le moyen de ne plus être inquiété par la justice. Car on était parvenu au paradoxe suivant :

Si Vedovelly persistait à ne pas avouer être le seul coupable, la justice continuait à lui demander des comptes et sans doute elle le poursuivait.

Du moment que Vedovelly avoue être le seul coupable, la justice s'arrête : Vedovelly achète sa tranquillité par un aveu et la promesse d'un remboursement qui s'échelonne sur près de quinze ans.

Des points à éclaircir

Dans la lettre envoyée par le Syndicat à la rédaction de la *Vie Ouvrière* pour demander la publication de l'ordre du jour d'exclusion, il est dit :

« Nous pensons qu'aucune fraction du mouvement ouvrier ne voudra se rendre solidaire des calomniateurs. »

A cela, après avoir examiné l'affaire, nous répondons :

Nous pensons qu'aucune fraction du mouvement ouvrier n'a le droit de considérer comme valable la décision d'exclusion prise contre Bouveyron, Martzloff, Kéraudy et Maure sans avoir procédé à une enquête sérieuse, et notamment sans avoir éclairci les points suivants :

1° Depuis la découverte du vol, l'employé Vedovelly ne cesse de dire qu'il a été « victime de sa confiance » et d'accuser clairement Salom. Subitement, il l'absout, il reconnaît être le seul voleur, non sans une réticence sérieuse. Que s'est-il passé ?

2° Vedovelly affirme spontanément le 30 septembre 1926, devant Maure et Favier, qu'il a, le 6 juillet, remis 4.000 francs à Salom. Salom n'a versé que 1.000 francs à la Fédération. La remise des 4.000 fr. est confirmée par Bouveyron, présent dans le bureau ce jour-là. Pourquoi Salom a-t-il dissimulé le reçu

de 1.000 francs ? Est-ce parce que sa remise aurait montré qu'il avait conservé les 3.000 francs ? Vedovelly n'a-t-il pas confirmé devant l'expert-comptable cette remise de 4.000 francs à Salom ?

3° Un des faux reçus (le premier d'un carnet) non portés en recettes est de la main même de Salom. Salom n'est-il donc pas responsable au même titre que Vedovelly de la dissimulation des bordereaux de cotisations par l'emploi de carnets de reçus autres que le carnet en service ?

4° Que signifie l'attitude du juge d'instruction qui sans entendre le principal intéressé, Bouveyron, acquiesce au désir de la partie civile de retirer la plainte déposée pour vol ?

5° Comment expliquer que Salom soit passé de la minorité à la majorité confédérale juste au moment où il se trouvait sous le coup de la grave accusation portée par Bouveyron ?

Une machination de tendance

Notre conviction est faite.

Si quelqu'un a été calomnié, c'est Bouveyron, c'est Martzloff, c'est Kéraudy, c'est Maure.

Nous affirmons que leur exclusion est l'aboutissant, tout l'indique, d'une odieuse machination de tendance. Nos camarades sont, sous le prétexte de la calomnie, frappés comme minoritaires, et parce que minoritaires.

Nous protestons contre la décision de la Commission Exécutive de la C. G. T. U. de « suspendre » Kéraudy alors que ladite commission ne connaissait rien de l'affaire.

Nous réclamons hautement une enquête loyale et complète. De telles affaires, qui ne peuvent que jeter le discrédit sur les organisations syndicales, dépendent, non de la justice bourgeoise, mais de la justice des organisations ouvrières. C'est à celle-ci qu'aurait dû en appeler, dès le début, le Syndicat des producteurs. Il le doit plus encore aujourd'hui.

Dès aujourd'hui, nous prenons la défense de Bouveyron, de Martzloff, de Kéraudy et de Maure, comme en avril 1926 nous prenions la défense de Ménard.

Si les militants syndicalistes des Producteurs, et ils sont nombreux, consacrent leurs efforts à lutter dans leur syndicat, contre Salom et sa meute, pour la lumière et pour la réintégration des exclus, parallèlement avec l'effort que nous entreprenons dans la C.G.T.U., cette affaire finira comme l'affaire Ménard, c'est-à-dire par la condamnation des procédés communistes dans les syndicats et par le triomphe de la vérité outragée.

LA LIGUE SYNDICALISTE.

NOTRE " PÊCHE A LA LIGNE "

Il faut que je réponde quelques mots aux reproches amicaux de Rouméguère (R. P. du 15 déc.). La section de l'A. O. P. du Syndicat des Métaux serait devenue majoritaire par suite de notre « crise de pêche à la ligne ». Erreur, nous n'abandonnons pas la lutte, mes camarades et moi. Nous ne sommes pas partis « pêcher à la ligne », mais dans notre section comme ailleurs certains pratiquent la pêche aux mandats.

Cette dernière pêche réussit quelquefois. Elle a réussi une fois à l'A. O. P. Evidemment parmi nos amis beaucoup ont tendance à se reposer sur quelques-uns et ne s'étaient pas dérangés. Une poignée de beni-oui-oui du parti ont enlevé la représentation au congrès.

Ils disent que cela marque une nouvelle orientation de la section. Tu peux m'en croire, leur victoire a surtout marqué pour la grande majorité de la section comme un coup de fouet pour sa négligence.

Aussi ne voyons là qu'un incident banal, non un abandon de la lutte. On se retrouvera pour continuer le bon combat. — PRUDHOMME.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 26 DÉCEMBRE. — Ouverture du Congrès socialiste au manège Huyghens.

MARDI 27. — Vif débat au Congrès socialiste sur le programme de la C. G. T. Critiques de Dumoulin et Zyromski.

MERCREDI 28. — L'assemblée générale des producteurs d'énergie électrique exclut du syndicat les camarades Martzloff, Bouveyron et Kéraudy et refuse l'adhésion de Maure.

Allemagne. — Période de crise économique ; le nombre des chômeurs est passé en une quinzazine de 605.000 à 831.000.

JEUDI 29. — Fin du Congrès socialiste sur une résolution d'unanimité relative à la tactique électorale.

VENDREDI 30. — Le Comité de direction des grands réseaux signifie au Ministre des Travaux publics qu'il ne peut augmenter les salaires des cheminots.

— Arrestation de douze autonomistes alsaciens à Strasbourg.

Italie. — Mort de C. Lazzari.

SAMEDI 31. — *Etats-Unis.* — M. Kellogg, secrétaire d'Etat, déclare que les Etats-Unis n'ont aucune intention de réduire les dettes de guerre.

DIMANCHE 1er JANVIER. — L'assemblée des terrassiers décide la reprise du travail.

LUNDI 2. — *Suède.* — 20.000 ouvriers de l'industrie de la pâte à papier sont lock-outés.

U. R. S. S. — Les membres de l'Opposition sont exclus du Comité central des Soviets.

MARDI 3. — Les députés communistes libérés pour la durée de la session ne se reconstituent pas prisonniers

Angleterre. — On annonce la formation d'un Cartel international du zinc.

MERCREDI 4. — La C. A. de la C. G. T. examine les déclarations faites sur le programme confédéral au Congrès socialiste.

— Fin de la grève des mineurs de Lavaveix.

— Démarche de la Fédération confédérée des cheminots auprès du Ministre des Travaux publics relative à la lettre du Comité de direction des grands réseaux.

JEUDI 5. — Les syndicats de fonctionnaires exclus décident de fonder une Fédération autonome qui tiendra son premier congrès le 12 février.

Nicaragua. — Combats entre les forces libérales du général Sandino et le corps expéditionnaire américain.

VENDREDI 6. — *U. R. S. S.* — Les élections aux Soviets sont ajournées à l'automne.

SAMEDI 7. — Mort de Charles Piétri.

— Arrestation de P. Lacan, rédacteur à l'*Humanité*

LUNDI 9. — Nouvelle démarche de la Fédération confédérée des cheminots auprès de Tardieu.

U. R. S. S. — Trente-six principaux militants de l'Opposition, d'après le *Berliner Tageblatt*, seraient déportés en Sibérie.

Etats-Unis. — Explosion à la mine Peabody (Illinois) ; 14 morts, 23 manquants.

MARDI 10. — Le gouvernement décide de faire procéder à l'arrestation des députés communistes condamnés, malgré l'immunité parlementaire.

— La Cour d'appel réduit à trois mois l'emprisonnement de Humbert-Droz.

Le programme de la C. G. T. au Congrès socialiste

A défaut d'un compte rendu sténographique, donnons celui du *Peuple*, le plus ample qui ait été donné du débat survenu sur le bateau-programme de la C. G. T., au cours de la séance du congrès socialiste du 27 décembre.

Sur deux points importants, cependant, le *Peuple* atténue la vigueur des affirmations ou embrouille la discussion.

Ainsi la controverse sur la stabilisation reste obscure si l'on ignore l'interruption du délégué du

Jura, Faillaud : « A quel taux veut-on stabiliser ? Caillaux veut 175 et nous 125... » que Dumoulin soulignait d'un « C'est ça ! » énergique.

Enregistrons encore, d'après le *Populaire*, le texte précis de la déclaration la plus importante de Dumoulin : « *Il s'agit, Mauranges, d'un problème posé par Fieu, qui a demandé que le Parti fasse sien le programme de la C. G. T. Et alors, je ne vous suis pas. Non, je ne vous accompagne pas. Je n'ai pas cette croyance en la possibilité de la rénovation de l'Etat capitaliste.*

« *Laissons donc à la C. G. T. la responsabilité des décisions graves qu'elle a prises. Le socialisme est chargé, pour son compte, de conquérir l'Etat bourgeois, capitaliste, non de le rénover.* »

Le matin, Fieu, délégué du Tarn, avait apporté quelques critiques sur le programme du parti qui, selon lui, comporte des lacunes en ce qui concerne notamment le contrôle ouvrier dans la gestion des entreprises.

L'orateur s'était montré étonné que le parti n'ait pas donné son adhésion complète au programme établi par la C. G. T., expression de la classe ouvrière.

L'après-midi, Dumoulin estime qu'il y a malentendu.

Le parti socialiste, dit-il, n'avait pas à formuler une adhésion qui va de soi lorsqu'il s'agit des revendications ouvrières.

Mais l'orateur s'étonne des adhésions empressées données à ce programme par d'autres partis, et notamment par les radicaux.

« Le parti radical, dit-il, qui n'a plus de programme, a été content d'en trouver un autre. »

Cela rend Dumoulin méfiant.

« Il ne faut pas, dit-il, subordonner notre programme à une opération électorale qui aboutirait à entraîner le parti hors de lui-même vers les avenues du pouvoir. »

Le parti, d'ailleurs, doit, selon lui, se placer sur un autre plan.

« Rendez-vous compte, dit-il, que la façon dont la C. G. T. envisage la stabilisation est différente de la nôtre... Le parti radical socialiste a adhéré à la première... »

Eugène Frot. — Voulez-vous dire que c'est le parti radical qui est le porte-parole de la C. G. T. ?

Doumoulin. — Non, c'est ce parti qui a pris son système.

Une voix. — Cela prouve qu'il est intelligent !

Dumoulin, pour tout dire, ne croit pas que le parti socialiste puisse accompagner la C. G. T. jusqu'au bout dans l'expression qu'elle a donnée à son manifeste, notamment en ce qui concerne la stabilisation, ce qui soulève des exclamations.

Vincent-Auriol. — Où est la différence des programmes ? Précisez !

Dumoulin. — Je ne veux pas dresser le parti contre la C. G. T., mais des divergences existent. Il y a, dans cette question de la stabilisation, une sorte d'entraînement vers des solutions différentes.

Une voix. — Question de taux, souvenez-vous-en aux élections.

Mais Dumoulin précise sa pensée.

« Le parti socialiste, dit-il, défend l'ensemble des revendications sociales qui trouvent leur expression dans le programme confédéral. Mais celui-ci ne s'adapte pas à une conception socialiste de l'Etat. C'est pourquoi vous ne pouvez pas déclarer que vous accompagnerez la C.G.T. dans la voie qu'elle a tracée. »

Plusieurs voix. — Pourquoi cela ?

Dumoulin. — Quant à moi, je n'ai pas la croyance de la possibilité de perfection de l'Etat capitaliste. Laissons à la C. G. T. la responsabilité qu'elle prend d'intégrer les organisations professionnelles dans le mécanisme constitutionnel. Le socialisme n'est pas chargé de rénover l'Etat bourgeois.

Cette intervention soulève quelque émotion. Tandis que Bracke, Zyromski et leurs amis applaudissent Dumoulin, Paulin lui déclare :

« Il faudra aller soutenir cette thèse devant les congrès confédéraux. »

Mais Montagnon monte à la tribune.

« En écoutant Dumoulin, dit-il, je me rappelais le Dumoulin du congrès socialiste de Marseille.

« Il a bien changé. »

Et, tourné vers ceux qui applaudissaient, il leur déclare :

« Que cela vous plaise ou non, la C. G. T. est de plus en plus l'expression de la classe ouvrière organisée de ce pays. »

La lutte de classes ? Elle entend la poursuivre, mais en la menant de façon différente qu'aux époques passées. Le progrès consiste à perfectionner les instruments de lutte. De même que la guerre a nécessité une technique nouvelle, moins sommaire, plus scientifique, la lutte de classes doit se mener en tenant compte de l'expérience acquise et selon des méthodes « techniques ».

C'est pourquoi la C. G. T. a jugé indispensable un effort d'organisation de ses méthodes. Ce n'est pas d'aujourd'hui, et Montagnon rappelle qu'il a étudié ces méthodes avec Dumoulin, en 1919, au Conseil économique du travail.

« Nous avons dit alors ensemble : la seule façon de tirer ce pays des ruines de la guerre, c'est d'en arriver à une organisation rationnelle de la production, à la « syndicalisation » des industries, à leur « fédéralisation ».

« C'est ce que nous avons demandé ensemble : l'augmentation de la production et la rationalisation des industries. C'est ce que réclame la C. G. T. Pour mon compte personnel, j'aurais voulu que ce programme fût la plateforme électorale du parti, l'an prochain. »

Montagnon développe, en effet, cette idée qu'on ne pourra augmenter le bien-être qu'en augmentant la production sur les marchés intérieurs, d'où augmentation de la consommation et, partant, augmentation des salaires.

« La voilà, dit-il, la bataille pour les hauts salaires ! Cela vous entraînera fatalement, non pas à une déflation des prix intérieurs, mais à toute une politique financière et économique qu'il faut regarder en face, parce qu'elle doit être basée sur cette augmentation des prix. »

Résumant sa pensée, Montagnon conclut :

« La C. G. T. a engagé la lutte pour une production accrue, pour un accroissement de la consommation.

« En quoi vous heurte-t-elle ? »

Des délégués murmurent.

Montagnon les adjure de vider la question et c'est Zyromski qui se lève.

« Vous savez bien, dit-il, que nous ne dirons rien, parce que nous ne voulons rien faire, devant l'opinion, pour paraître nous séparer de la C. G. T. »

Zyromski déclare accepter toutes les réformes « ouvrières » du programme confédéral, mais, dit-il, « nous n'acceptons pas de voir substituer au syndicalisme révolutionnaire et au socialisme de classe une conception qui tend à intégrer le syndicalisme dans l'Etat bourgeois. »

Cette fois, les protestations fusent de toutes parts, tandis que les amis de Zyromski applaudissent.

Des militants ouvriers, délégués de Fédérations, invectivent Zyromski.

« Vive la C. G. T. ! » crie à tue-tête Renaudel, tandis que Zyromski prétend que le programme confédéral a été publié sans l'assentiment des syndiqués.

« Vous faites la propagande pour la C. G. T. U. », proteste Grumbach.

« Je ne reçois pas de leçon », riposte Zyromski.

Paulin. — Les syndiqués qui sont ici n'ont pas non plus de leçons à recevoir de toi, Zyromski ! »

Les « leaders » du parti sont visiblement désolés de la tournure plutôt aiguë prise par l'incident.

Léon Blum, en réponse à une interruption de Renaudel, déclare qu'il a toujours été entièrement d'accord avec Zyromski pour tout ce que celui-ci a écrit dans le journal du parti, sur les questions sociales, mais il regrette que des mots aient été prononcés qui dépassent la pensée de ceux qui les ont proférés et il conjure le congrès de ne pas laisser se développer l'incident.

« Ne nous partageons pas ici, dit-il, en amis et en ennemis de la C. G. T. Sa force et sa prospérité sont indissolublement liées à la nôtre. Nous poursuivons le même but. Nous avons les mêmes ennemis. »

Léon Blum, par ailleurs, considère que, dans l'intérêt de la C. G. T., comme dans celui du parti, celui-ci ne doit pas s'approprier le programme confédéral.

— Nous n'avons pas votre subtilité d'esprit, déclare Montagnon à Léon Blum, mais nous avons cette subtilité d'instinct qui nous vient de nos origines ouvrières. D'où des préoccupations que vous pouvez parfois ne pas com-

prendre. Les paroles de Zyromski ? Vous ne les supprimerez pas ! »

Mais d'un côté de la salle les esprits sont surexcités et Montagnon, tourné vers ceux qui l'interrompent, leur déclare tout net :

« Hallucinés que vous êtes par vos vieilles doctrines, vous ne voulez pas comprendre où est la vie ! » et il quitte la tribune, applaudi par Renaudel et ses amis.

Après quelques mots de Farinet, qui parle dans le bruit, l'incident est d'ailleurs clos.

*
* *

La dernière insurrection de Canton

L'*Impartial Français*, du 3 janvier, a publié sous la signature « Diplomaticus » un article sur la dernière insurrection de Canton, dont voici les plus importants passages :

Pour permettre à Boukharine de présenter au congrès sur un plat d'argent, ne fût-ce qu'un semblant de victoire bolchevique en Extrême-Orient, les Soviets n'ont lésiné ni sur les fonds secrets ni sur les hommes.

Le drapeau rouge sur Canton : quelle réplique à tous les défaitistes du léninisme, à tous les Trotsky, à tous les Rakovsky, à tous les Radek, qui reprochaient au Comité Central d'avoir « raté » la révolution chinoise !

Il y a quelque cinquante ans, l'ordre fut donné à des troupes épuisées par la faim et par le froid de prendre Plevna coûte que coûte pour l'anniversaire d'Alexandre II.

Un ordre analogue lança des milliers de coolies, encadrés d'officiers russes, à l'assaut de Canton.

Et les deux ordres furent exécutés, à cinquante ans de distance, avec la même ponctualité par une chair à canon également fanatisée.

Lorsque Boukharine eut communication du télégramme annonçant l'exploit du « prolétariat chinois », il n'hésita pas à entretenir le congrès des affaires de Chine.

Le télégramme précieux dans la poche de son veston, il glorifia la stratégie du Comité central et en prédit à brève échéance les résultats éclatants.

Il écrasa de son mépris Piatakof et Radek, coupables de « déviation social-démocratique », déviation qui consiste à interdire de prêter un appui quelconque aux mouvements anti-impérialistes s'ils sont soutenus par des éléments bourgeois.

Et Boukharine, après avoir tâté le télégramme de la *Tass* au fond de sa poche, d'énumérer d'une voix vibrante les signes précurseurs de la grande nouvelle qu'en bon comédien, soucieux de ménager ses effets, il taira jusqu'à la fin : la surexcitation est arrivée à son paroxysme dans le Kouang-Toung, surtout autour de Canton ; les ouvriers témoignent de la même ardeur guerrière ; ils ne font pas quartier aux généraux bourgeois ; bref, le communisme se consolide, nous n'avons aucune raison pour nous montrer pessimistes à l'endroit de la grande révolution chinoise.

Le lendemain, la presse entière publiait le télégramme de la *Tass* : Boukharine était consacré prophète, un Moïse, un Isaïe, un Ezechiel communiste ; les événements confirmaient d'une façon intégrale la lumineuse justesse de ses moindres prévisions ; la « révolution de classe » triomphait à Canton.

Quelque vingt-quatre heures de gloire, et puis la débâcle.

A la place d'une « victoire d'octobre chinoise », un simple putsch communiste, une de ces improvisations révolutionnaires, dont Lénine avait toujours dénoncé le danger.

Saturnale sans lendemain et représailles féroces.

Si le communisme chinois s'est fidèlement conformé aux recettes russes de 1917 — tout en ajoutant les raffinements du « Jardin des supplices » aux tortures et aux massacres — le général Chan-Kai-Tchek ne s'est nullement complu dans le rôle d'un Kerensky céleste.

Son lieutenant, Li, pourchassa les communistes comme des bêtes fauves.

La défaite dégénéra en curée ; plusieurs milliers de camarades chinois — perte irréparable si l'on songe que le parti communiste, d'après Boukharine lui-même, compte au maximum 25.000 adhérents — les fonctionnaires soviétiques traités avec tout aussi peu d'égards que les révolutionnaires jaunes, les uns fusillés, d'autres écroués, d'autres livrés à la populace...

Voilà pour le tableau des « anéantissements physiques » : le bolchevisme chinois décapité, dépecé, cloué au pilori ; et le tableau politique est encore plus grave : le prestige moscovite mortellement atteint, l'influence soviétique extirpée de la Chine méridionale, le divorce consommé entre la révolution russe et la révolution chinoise. Le coup est dur.

L'édifice extrême-oriental du Komintern s'est effondré comme un château de cartes.

*
* *

La surexploitation n'est pas une solution

Lorsque les bourgeois parlent entre eux, il leur arrive parfois de ne pas dire de bêtises. Témoin les lignes suivantes, extraites du bulletin de l'*Information financière* du 18 décembre. Qu'on les mette sous les yeux des patrons qui veulent aggraver les conditions de travail sous prétexte de lutter « contre la concurrence ».

L'industrie charbonnière, privée en quelques années d'environ 200 millions de tonnes de débouchés, souffre d'une crise de surproduction à laquelle il est difficile de remédier. Le traitement à la mode, la rationalisation, a naturellement été suggéré, notamment par sir Alfred Mond en Angleterre, où l'abatage mécanique n'a encore progressé que de 8,5 % à 17 % de la production de 1923 à 1925, alors qu'il vient d'atteindre 50,4 % dans la Ruhr.

Mais il est susceptible d'abaisser les prix de revient et non pas d'ouvrir de nouveaux marchés de vente. Le charbon, en effet, est une marchandise qui, en dépit de la loi de l'offre et de la demande, ne se vend guère davantage quand elle se vend moins cher, ni guère moins d'ailleurs, quand elle se vend plus cher.

A défaut d'un aménagement mondial rétablissant l'équilibre entre la production et la consommation, les divers pays s'efforcent, tout au moins, de tirer leur épingle du jeu : les uns protègent leur production nationale, soit comme l'Espagne, par des majorations des droits de douane, soit, comme la France, par des réductions des tarifs des chemins de fer, d'autres, assez nombreux, semble-t-il, pratiquent le dumping, c'est-à-dire vendent moins cher à l'étranger pour s'ouvrir des débouchés.

La plupart cherchent, comme les charbonnages anglais, à diminuer leurs prix de revient par des abaissements de salaires et des allongements de la journée de travail. Mais une telle tactique peut seulement avoir pour effet de ménager a certaines mines les débouchés d'autres mines passagèrement d'ailleurs, et en attendant que celles-ci aient à leur tour imposé des sacrifices à leur prsonnel. Le match à la compression des dépenses de main-d'œuvre, qui représentent près des trois quarts des dépenses totales, ne fournit pas de solution au problème de la surproduction.

ENTRE NOUS

Les souscriptions de la quinzaine

Lachastre (Courbevoie), 4 ; Quélavoine (S.-et-O.), 5 ; Beucher (Eure), 10 ; Richard (Landes), 20 ; Dr L... (Paris), 16,20; Amans (Hérault), 10 ; Leroy (Paris), 5 ; Garsot (Paris), 5 ; Bordet (Paris), 1 ; Bertrand (Paris), 5 ; Guillaud (Isère), 4 ; Bottelbergh (Belgique), 24.50 ; Cariou (Finistère), 5 ; Allot (Finistère), 5 ; Goury (Vendée), 2 ; Mme Baudin (Saône-et-Loire), 10 ; Leblanc (Hte-Vienne), 5; Soulinhac (Rhône), 10; Camus (Paris), 25 ; Lagrange (Paris), 4 ; Lemaire (Paris), 5 ; Augenlicht (Paris), 10 ; Un ancien ouvrier des lignes (Paris), 50 ; Charroin, 10. Total de la quinzaine : 250 fr. 70.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.



IMPRIMERIE « ARTIS »
200, Quai de Jemmapes, Paris (10e)
Téléphone : Combat 06-84

R. C. 251-310
—
Téléphone
Combat 08-02



- Chèque -
postal
- N° 43-08 -

CATALOGUE 1er JANVIER 1928

Histoire et Education prolétariennes

Albert THIERRY. — *Réflexions sur l'éducation*, suivies des *Nouvelles de Vosves* et de listes commentées de bons livres à lire. (Préface de Marcel Martinet. Biographie de Louis Clavel.) .... 15 fr.

C. TALÈS. — *La Commune de 1871* (Préface de Léon Trotsky) .... 12 fr.

VICTOR-SERGE. — *La Ville en danger, Pétrograd, l'an II de la Révolution*..... 3 fr.

Léon TROTSKY. — *Lénine* .... 12 fr.

Robert LOUZON. — *L'économie capitaliste, Principes d'Economie Politique* .... 9 fr.

Etudes et Documents sur la Guerre

Un livre noir, 1910-1917. *Diplomatie d'avant-guerre et de guerre d'après les documents des archives russes*, 5 volumes (les 3 volumes parus) .... 58 fr.

Le tome II seul .... 20 fr.

Le tome III seul (1914-1915) .... 12 fr.

Mathias MORHARDT. — *Les Preuves. Le Crime de droit commun. Le Crime diplomatique*. . . . . 12 fr.

Gustave DUPIN (Ermenonville). — *Conférence sur les responsabilités de la Guerre*. . . . . 2 fr.

— *Réponse à Poincaré* .... 1 fr.

— *Le Règne de la Bête* .... 7 fr.

— *Souvenirs politiques de Poincaré*.. 2 fr.

SOCIÉTÉS D'ETUDES DOCUMENTAIRES ET CRITIQUES SUR LA GUERRE. — *Les Savants Américains devant le problème des origines de la Guerre*. Sydney, B. Fay, Harry Elmer Barnes, Frederick Bausman mettent en pleine lumière la responsabilité de M. Poincaré. (Préface de M. Morhardt) 4 fr.

— *L'Angleterre a voulu la guerre*. (Préface de M. Morhardt.) .... 5 »

Faits divers

Louis NOGUÈRES. — *Le Suicide de Philippe Daudet. Plaidoirie prononcée les 12 et 13 novembre 1923 devant la Cour d'Assises de la Seine* .... 12 fr.

La vie en U. R. S. S.

Guido MIGLIOLI. — *Le Village Soviétique* .... 10 fr.

Faits et Documents

Robert LOUZON. — *La déchéance du Capitalisme* 0 50

***. — *Un Souvenir par jour. Petit Calendrier Prolétarien* .... 1 fr.

VICTOR-SERGE. — *Lénine 1917. La pensée et l'action de Lénine depuis son départ de Suisse jusqu'à la prise du pouvoir* 2 fr.

— *Les Coulisses d'une Sûreté Générale. Ce que tout révolutionnaire devrait savoir sur la répression* .... 5 fr.

Léon TROTSKY. — *Les Problèmes de la Guerre civile*. (Conférences.) 1 50

Petite Bibliothèque Coloniale

NGUYEN-AÏ-QUÔC. — *Le Procès de la Colonisation française*. (Mœurs coloniales.) 1re Série .... 5 fr.

Poèmes et Légendes

Marc de LARREGUY (de Civrieux). — *La Muse de sang*. (Préface de Romain Rolland.) .... 3 fr.

Discussions et Polémiques

Léon TROTSKY. — Cours nouveau .. 2 fr.

Politique Internationale

CHRISTIAN RAKOVSKI. — *Roumanie et Bessarabie* .... 4 fr.

***. — *Les Faussaires contre les Soviets. Matériaux pour servir à l'histoire de la lutte contre la révolution russe* .. 8 fr.

J. OKHOTNIKOV et N. BATCHINSKY. — *La Bessarabie et la Paix européenne*.... 10 fr.

Pierre BEAULIEU. — *Assassins, Traîtres et Faussaires ou la Contre-Révolution russe à l'œuvre* 3 50

Grèves et Révoltes

Jean BRECOT. — *La Grande Grève de mai* 1920. (Préface de Pierre Lémont.) 1 fr.

Maurice PAZ. — *Les Révoltes de la Mer Noire*. (Préface de Pierre Monatte.) 0 40

Magdeleine MARX. — *Une Grande Grève aux Etats-Unis : Passaïc 1926* 1 50